

TEBBOUNE
**Près de 30 milliards
de dollars de biens
mal acquis récupérés**

Lire l'article de A. Z. page 3



**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE

AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

La guerre des éoliennes



PAR DANIEL
GROS

Daniel Gros est directeur
de l'Institut pour l'élaboration
des politiques européennes
à l'université Bocconi.

**Un transport maritime
vert pour une Afrique verte**



PAR CHUKWUMERIJE
OKEREKE

Professeur de gouvernance mondia-
le du climat et de l'environnement,
et directeur du Centre pour le climat
et le développement de l'Université
fédérale Alex Ekwueme.

**Les investisseurs financiers ne
peuvent pas profiter
éternellement de la complaisance**



PAR PEBNEM
KALEMLI-ÖZCAN

Professeur d'économie à l'univer-
sité Brown et directeur du Glo-
bal Linkages Lab, a été conseiller
politique principal au Fonds mo-
nétaire international.

**Un changement de paradigme
sur l'expérimentation animale**



PAR PETER SINGER¹
ET SANKALPA
GHOSE²



1. Professeur d'éthique médicale au
Centre d'éthique biomédicale de
l'université nationale de Singapour.
2. Fondateur d'OpenTelemed.org, est
actuellement doctorant et Presi-
dent's Graduate Fellow.

**EN PROVENANCE DU SUD DE L'ENCLAVE
Des centaines de milliers de déplacés
regagnent la ville de Ghaza**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



**Un autre fiasco
du Maroc** P. 16



**MINISTÈRES DU COMMERCE
ET DE L'AGRICULTURE
Concertations
sur la fourniture
du matériel
agricole**

P. 3

En provenance du sud de l'enclave Des centaines de milliers de déplacés regagnent la ville de Ghaza

**Samedi, 2^e jour de l'entrée en vigueur
du cessez-le-feu, les habitants de Ghaza ont passé
la première nuit sans bombardements.**

Mohamed Mehdi

«C'est la première nuit depuis deux ans où nous n'entendons plus le bruit des bombardements, le grondement de l'artillerie ou celui des avions. C'est la première nuit où nous n'avons plus vu de corps de martyrs, de blessés, et le sang. Ô Dieu, fais que chaque nuit Ghaza soit en sécurité, et que chaque jour soit un bonheur et une paix de l'esprit. Cette guerre a vieilli nos cœurs et nos corps», écrit sur sa page Facebook, Jihad Helles, écrivain et prédicateur palestinien, également diplômé en Génie civil de l'Université de Ghaza.

Mais Ghaza continue de compter ses martyrs. Dans son rapport statistique publié, samedi, le ministère de la Santé de Ghaza, fait état de 151 martyrs, dont 116 corps sortis des décombres de précédents massacres, et 72 blessés durant les précédentes 24 heures (vendredi). Ces chiffres portent le nombre des victimes depuis plus de deux années de génocide israélien à 67.682 martyrs et 170.033 blessés. Le rapport du ministère note que ce bilan comporte une liste de 320 noms qui ont été ajoutés aux statistiques cumulées des martyrs dont les données ont été complétées et approuvées par la Commission judiciaire chargée du suivi du dossier des signalements et des personnes disparues durant la période allant du 3 au 10 octobre 2025.

En outre, le ministère a recensé 463 décès dus à la famine et à la malnutrition, dont 157 enfants, précisant que depuis que l'IPS a déclaré la famine à Ghaza, le nombre de décès dans cette catégorie a atteint 185, dont 42 enfants. Samedi, l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa a annoncé le martyr d'un homme âgé sous les tirs des forces d'occupation israéliennes dans la ville d'Al-Qarara au nord-est de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza. De son côté, le Comité national palestinien pour la récupération des corps des martyrs pour connaître le sort des personnes disparues a déclaré dans un communiqué, rapporté par Al Jazeera, que les autorités israéliennes «détiennent les corps de 735 martyrs, dont 256 dans les «cimetières numérotés», ajoutant 67 enfants parmi ces martyrs.

Selon la même source, «les cimetières numérotés sont de simples tombes entourées de pierres tombales». «Chaque tombe est marquée d'une plaque métallique portant un numéro, mais pas le nom du corps. Chaque numéro est conservé dans un dossier distinct tenu par les autorités de sécurité israéliennes», ajoute l'ONG.

LES ÉLÉMENTS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR SE DÉPLOIENT DANS LES ZONES LIBÉRÉES

Depuis la mi-journée de vendredi, des centaines de milliers de personnes déplacées continuent, avec d'énormes difficultés, de regagner la ville de Ghaza en provenance des régions sud de l'enclave. Pour le deuxième jour consécutif, le ministère de l'Intérieur et les forces de sécurité nationales de la bande de Ghaza ont poursuivi leur déploiement dans les principaux carrefours et marchés des zones d'où l'armée israélienne s'est retirée depuis l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu vendredi, rapporte l'agence turque Anadolu.

«Cette mesure vise à rétablir l'ordre et à mettre fin au chaos que l'occupation cherche à semer depuis deux ans», a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur.

A Ghaza, c'est également l'heure de constater l'immensité des destructions commises par l'entité sioniste. Samedi, le maire de Khan Younes a annoncé, lors d'une conférence de presse, que 85% du gouvernorat a été rasé sous les bombardements et les destructions des bulldozers de l'armée sioniste.

La même responsable, citée par Al Jazeera, a fait état de «400.000 tonnes de gravats qui doivent être déblayées des rues de la ville, soulignant que 300 kilomètres de réseaux d'eau et 75% du réseau d'assainissement ont été détruits», ajoutant que «la municipalité devra gérer plus de 350.000 tonnes de déchets» dans l'ensemble du gouvernorat de Khan Younes. Il a également indiqué que la municipalité «disposait de neuf équipes chargées du déblaiement des routes, mais qu'elle a besoin de générateurs électriques et de diesel pour mener à bien cette tâche», soulignant «la nécessité de disposer d'équipements modernes (pelleteuse, bulldozers...) pour le traitement des décombres des bâtiments et des habitations». De son côté, le porte-parole de la municipalité de Ghaza, Asem al-Nabih, a déclaré à Al Jazeera que «plus de 85% des véhicules lourds et moyens de la municipalité sont détruits». «Nous avons commencé à rouvrir certaines des rues principales de la ville. Nos priorités sont d'assurer l'approvisionnement en eau potable, la réouverture des rues, la collecte des déchets et la résolution des problèmes d'assainissement».

DES APPELS À OUVRIR RAPIDEMENT LES POINTS DE PASSAGE

Plusieurs entités et pays ont appelé, hier à l'ouverture des points de passage pour l'entrée des aides humanitaires, notamment les abris et les tentes en prévision de l'hiver.

Le responsable du réseau des ONG palestiniennes dans la bande de Ghaza, Amjad Shawa, a déclaré, samedi, que «les capacités disponibles sont extrêmement limitées pour ouvrir les routes et récupérer les corps sous les décombres», indiquant que les autorités compétentes attendaient «la mise en œuvre du protocole humanitaire pour l'acheminement des tentes et les abris». L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a déclaré disposer de suffisamment de nourriture pour la population de Ghaza pour trois mois, appelant à autoriser la mise en place de «couloirs pour permettre l'entrée davantage de camions d'aide». «Il faut des couloirs pour permettre l'entrée davantage de camions d'aide dans la bande de Ghaza. L'UNRWA est la seule agence des Nations Unies à avoir conservé sa cohésion dans l'enclave. Elle est en mesure d'assumer pleinement son rôle», a déclaré le média de l'UNRWA à Al Jazeera. Cité également par Al Jazeera, le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, a annoncé «l'ouverture, mardi prochain, du point de passage de Rafah pour le passage des camions dans les deux sens».

Par ailleurs, l'Autorité monétaire palestinienne a indiqué, dans un communiqué, qu'elle continuait de prendre les mesures et les procédures nécessaires pour «rétablir les services bancaires à Ghaza, soulignant son engagement à soutenir les Palestiniens de la bande de Ghaza en cette période critique et à coopérer avec diverses organisations humanitaires et partenaires locaux et internationaux pour faciliter l'acheminement de l'aide en fournissant les services financiers et bancaires nécessaires».

Mustapha Aggoun

Le Nobel dévoyé

Le testament d'Alfred Nobel stipule que le prix de la paix doit récompenser «la personnalité ou la communauté ayant le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix.»

L'attribution du prix Nobel de la paix à une partisane déclarée de l'extrême droite, acquise aux thèses et aux méthodes de Donald Trump, fait partie de ces fautes morales qui entachent durablement la crédibilité d'une institution autrefois vénérée. Car enfin, comment peut-on prétendre récompenser la paix en honorant celle qui épouse les discours de la division, du mépris et de la domination ?

Cette lauréate, présentée par certains comme une figure de courage et de «renouveau», n'a pourtant rien accompli pour la paix, sinon défendre les dogmes d'un courant idéologique qui a semé la discorde, nié la complexité du monde et piétiné la dignité de ses opposants. Qu'a-t-elle fait, sinon servir de relais à la folie trumpiste, à cette vision du monde où la force prévaut sur le dialogue, où l'ennemi est désigné avant d'être compris, où la diplomatie devient un instrument de chantage ?

Le comité Nobel, en lui attribuant cette distinction suprême, ne célèbre pas la paix - il la caricature. Il transforme une vocation universelle en outil de propagande politique. Cette décision, si lourde de symboles, ressemble moins à une reconnaissance qu'à un geste de complaisance, une sorte de lot de consolation offert à Donald Trump

lui-même, dont le rêve obsessionnel d'obtenir cette récompense a fini par contaminer ceux qui, par faiblesse ou par calcul, se sont mis à sa mesure.

Ce choix consterne, parce qu'il trahit la vocation spirituelle du Nobel : récompenser ceux qui unissent, pas ceux qui divisent. Jadis, ce prix honorait des figures de lumière - Nelson Mandela, Martin Luther King, Mère Teresa - des êtres qui avaient traversé la douleur pour mieux en faire une espérance collective. Aujourd'hui, il semble s'incliner devant les hérauts de la peur, les stratèges de la communication, les populistes qui travestissent la paix pour mieux conquérir les foules.

Qu'a donc fait cette lauréate pour la paix ? A-t-elle ouvert des routes de dialogue ? A-t-elle tendu des mains ? A-t-elle désarmé les rancunes ? Non. Elle a suivi les sentiers de la radicalité, relayé les discours de l'exclusion, justifié la domination économique et idéologique d'un camp sur un autre. Elle a contribué à cet aveuglement collectif où la paix n'est plus qu'un mot creux, vidé de sens par ceux-là mêmes qui la brandissent comme un drapeau.

Il faut oser le dire : en récompensant une partisane de l'extrême droite, le comité Nobel n'a pas seulement commis une erreur, il a trahi une mission. Il a donné raison à ceux qui croient que tout s'achète - même la morale. Il a envoyé au monde le message que la paix peut désormais s'obtenir par le conformisme politique, par l'alignement sur les puissances dominantes, par la fidélité à une idéologie plutôt que par la fidélité à l'humain.

Production de céréales et de légumineuses à Timimoun

Le projet italien sur la bonne voie

El-Houari Dilmî

Le projet stratégique de production céréalière et de légumineuses dans la wilaya de Timimoun, porté par le groupe italien BF Spa, avance à un rythme « soutenu ».

En effet, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé que les travaux du projet italien de production de céréales et de légumineuses dans la wilaya de Timimoun, avançaient à un rythme « soutenu » a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère. Lors de l'audience qu'il a accordée, jeudi, au PDG du Groupe italien "Bonifiche Ferraresi" (BF), Federico Vecchioni, accompagné de la délégation de la société "BF Algérie", dans le cadre du suivi de l'état d'avancement de ce projet stratégique s'éten-

dant sur une superficie de 36.000 hectares, El-Mahdi Oualid a précisé avoir examiné avec la partie italienne, les progrès réalisés dans les travaux, soulignant que les préparatifs pour la campagne labours-semailles 2025-2026 sont en cours, précise le communiqué. Les travaux de réalisation des infrastructures de base notamment en matière d'énergie, de routes et de communication sont en cours, le ministre ayant donné « toutes les instructions nécessaires pour faciliter les opérations sur le terrain », selon la même source.

El-Mahdi Oualid a souligné que « ce projet intégré, qui bénéficie d'un intérêt particulier de la part des dirigeants des deux pays et figure parmi les priorités du Plan Mattei, constituera un modèle pionnier en matière d'investissements agricoles

modernes basés sur la recherche scientifique, la technologie, l'innovation et le transfert de connaissances », ajoute le communiqué. Le ministre a relevé que le partenariat algéro-italien dans le secteur agricole s'oriente vers des perspectives « prometteuses », ce projet étant la meilleure illustration de la profondeur de la coopération entre les deux pays, conclut le communiqué.

D'une valeur de 420 millions d'euros, ce projet d'investissement sera réalisé sur une superficie de 36.000 ha pour la production de blé, de lentilles, de haricots secs et de pois chiches et la construction d'unités de transformation, pour la fabrication de pâtes alimentaires, de silos de stockage et d'autres structures vitales. Ce projet intégré prévoit également l'introduction de cultures stratégiques en rotation, comme le soja.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Tebboune

Près de 30 milliards de dollars de biens mal acquis récupérés

Pour le président de la République, la puissance d’un pays se mesure par deux critères intimement liés, sa puissance militaire et sa puissance économique.

A. Z.

« Puissance économique et puissance militaire vont de pair », a-t-il soutenu dans une allocution devant les cadres et personnels de l’Armée nationale populaire lors de sa visite, jeudi dernier, au siège du ministère de la Défense nationale, à laquelle la Télévision algérienne a consacré une page spéciale diffusée vendredi soir. « L’État qui veut préserver sa souveraineté et l’indépendance de ses positions doit avoir une économie forte et une armée forte », a-t-il affirmé, louant les efforts consentis par l’institution militaire et saluant hautement « les sacrifices et le professionnalisme du Haut commandement de l’ANP dans l’accomplissement de ses nobles missions de défense de notre pays, de sa souveraineté et de l’intégrité de son territoire ». Ces efforts ont permis de « franchir des étapes considérables dans le processus d’édification de l’Algérie nouvelle et victorieuse » et d’« avancer d’un pas sûr et confiant sur la voie du renforcement des vecteurs de l’essor stratégique de notre pays, grâce au dévouement, à la loyauté et à l’abnégation de ses enfants qui resteront fidèles au message de nos glorieux aïeux et ne ménageront aucun effort pour réaliser le rêve de nos valeureux martyrs, ceux des résistances populaires et de notre glorieuse Révolution de libération nationale, mais aussi les martyrs du devoir national qui ont préservé l’État algérien et son caractère républicain ». Annonçant dans ce contexte que « l’Algérie entrera en 2026 dans une phase de modernisation électronique complète du pays et de l’ANP afin de renforcer ses capacités défensives ». Saluant, par ailleurs, le niveau de « professionnalisme atteint par l’ANP et la place qu’elle occupe à l’échelle internationale », le président de la République a affirmé que « l’Armée nationale populaire est désormais redoutable, car elle a su s’adapter aux guerres hybrides et cybernétiques et à l’intelligence artificielle ». Elle constitue aujourd’hui « une école supérieure de patriotisme, de défense farouche de notre liberté et de l’intégrité du territoire national, et de fidélité au message du 1^{er} Novembre 1954 », a-t-il ajouté. Dans le même sillage, le président de la République a évoqué le rôle majeur de l’ANP dans le développement national à travers l’industrie militaire, ce qui en fait l’objet de l’admiration de plusieurs dirigeants africains ayant visité l’Algérie.

RENFORCER L’INDUSTRIE NATIONALE

Le président de la République a, par la même occasion, réaffirmé que « le climat favorable à l’investissement qui prévaut aujourd’hui en Algérie et l’afflux d’investisseurs nationaux et étrangers découlent de la stabilité sécuritaire assurée par l’Armée nationale populaire et les Forces de sécurité ». Dans un autre registre, le président de la République a annoncé que « 17.000 projets d’investissement sont actuellement au niveau du guichet unique », qu’il a qualifié d’« ennemi juré de la corruption et de la bureaucratie », rappelant que l’économie algérienne fait l’objet des éloges des

institutions financières et économiques internationales, notamment après la réalisation du taux de croissance le plus élevé du bassin méditerranéen. « Malgré des pronostics défavorables, l’économie algérienne a progressé dans le classement de la Banque mondiale, devenant la troisième économie en Afrique », a-t-il précisé, ajoutant que l’Algérie deviendra bientôt un pays producteur de phosphate avec une moyenne annuelle de 10 millions de tonnes. Rappelant son engagement à renforcer les capacités de l’industrie nationale et à porter à 13% sa contribution au revenu national, soulignant que le développement touche aujourd’hui directement les citoyens, notamment les jeunes, il a réaffirmé sa volonté de promouvoir le rôle de la jeunesse dans la gestion des affaires publiques et sa contribution au développement de l’économie nationale, à travers l’encouragement de la création des start-up, avec pour objectif d’atteindre « 20.000 start-up ». Il a, en outre, salué le rôle de l’ANP et des différentes institutions sécuritaires dans la lutte contre le fléau des stupéfiants qui vise à « saper les fondements de la société, notamment la jeunesse », en tentant d’inonder l’Algérie de drogues pour anéantir l’avenir du pays et son principal pilier : la jeunesse ». Il a assuré, par ailleurs, que l’État ne renoncera pas à son caractère social, malgré les répercussions financières croissantes, et œuvrera à l’amélioration du pouvoir d’achat des citoyens par le biais de nouvelles augmentations dans les salaires et certaines allocations. Il a, par ailleurs, souligné la détermination de l’État à « poursuivre la lutte contre la corruption » et à « récupérer les biens détournés au temps de la Issaba », faisant état de la récupération de près de « 30 milliards de dollars » de fonds et biens immobiliers détournés.

L’ALGÉRIE N’ABANDONNERA PAS LE PEUPLE SAHRAOUI

Après avoir réaffirmé que les frontières nationales sont sécurisées grâce à la puissance et à la vigilance de l’Armée nationale populaire, le président de la République a assuré que « l’Algérie n’a pas atteint le point de non-retour dans ses relations avec certains pays du Sahel », soulignant « l’importance de préserver les relations de voisinage et de tenir compte des relations de coopération historiques ». Le président de la République a, par ailleurs, souligné que « la cause palestinienne a trouvé, pour la première fois, un fervent défenseur au Conseil de sécurité, grâce aux positions honorables de l’Algérie » qui exigent une indépendance politique et économique. Concernant la question du Sahara occidental, le président de la République a souhaité que ce dossier trouve son dénouement aux Nations unies et que le peuple sahraoui jouisse de son droit à l’autodétermination, assurant que l’Algérie n’abandonnera pas le peuple sahraoui. Le président de la République s’est également félicité des bonnes relations bilatérales que l’Algérie entretient avec les pays du Golfe, « à l’exception d’un seul pays », réaffirmant que l’Algérie « rejette toute ingérence dans ses affaires internes ».



Boumediene Sid-lakhdar

Non seulement nous connaissons tous la théorie d’Ivan

Pavlov mais nous en faisons un usage constant par une expression éponyme, le réflexe de Pavlov. L’être humain est conditionné pour répondre à un certain nombre de besoins, nous dit Ivan Pavlov, un médecin et physiologiste russe. Il est très fréquent que la science passe par une étape préliminaire, l’observation et l’expérimentation sur des animaux. Pavlov le fera avec un groupe de chiens.

Par l’observation, il nous a appris que les chiens étaient conditionnés par le réflexe de mettre en action certains comportements afin de satisfaire cinq niveaux de besoins représentés dans une pyramide qui porte son nom. Chacun étant prioritaire à celui placé au-dessus.

La base de la pyramide est celle du besoin physiologique, manger, boire... Le second étant le besoin de sécurité, viennent ensuite le besoin d’appartenance, le besoin d’estime de soi et celui de s’accomplir.

J’ai choisi de vous en parler aujourd’hui suite à deux événements récents. Le premier, en humour mais qui pose sérieusement les bases de la réflexion. Le second est plus sombre en considération du sujet traité.

Mon aventure ne se passait pas du temps de la carte orange dans le métro parisien, un ticket devait être introduit dans la fente du portillon d’entrée. Bien après est venue la généralisation des cartes bancaires. Très nombreux ont été, comme moi-même, à avoir eu le réflexe de la sortir à l’approche du portillon.

Un après-midi de la semaine dernière, à la gare du RER, j’ai sorti... mes clés. Et voilà le rapport avec notre célèbre réflexe de Pavlov. J’ai sorti les clés pour ouvrir le portillon parce que lorsqu’on se retrouve devant une porte (ou son équivalent), il n’est pas si absurde de l’ouvrir avec des clés. C’est un conditionnement qui ne me semble pas idiot en lui-même.

Et puis parfois ce sont les tocs, à peu près similaires dans leur conséquence mais assez différents de la définition scientifique de Pavlov sur le conditionnement. Pour ma part, c’est de revenir deux ou trois fois pour vérifier la bonne fermeture de la porte, maison ou voiture. Décidément j’ai une relation bizarre avec les portes et les clés. L’important est que je trouve celle

du paradis. Mais si toutes ces histoires de clés ne sont pas bien graves sinon comiques, les choses se compliquent lorsqu’il ne s’agit plus de nommer le phénomène par l’expression réflexe de Pavlov mais par celle des moutons de Panurge.

Selon mon opinion, la bascule vers l’image des moutons de Panurge est à partir du besoin d’appartenance. Si les deux premiers sont à peu près communs entre les animaux et les êtres humains, ce troisième niveau fait beaucoup plus la différence entre les deux car il fait apparaître la conscience de soi (présente également chez les animaux nous, dit Pavlov, mais c’est à discuter selon d’autres scientifiques comportementalistes). Effectivement, là se compliquent les choses car il ne s’agit plus du réflexe de la sortie de mes clés mais d’une attitude qui peut s’assimiler à un conditionnement de groupe. Celui qui mène à la manipulation et l’endoctrinement. C’est à partir du troisième qu’il faut y prendre garde dès l’adolescence.

Le besoin d’identification à un groupe social est fondamental mais il faut être très vigilant pour qu’il ne vous entraîne pas vers une autre destination que la satisfaction de vos propres besoins, c’est-à-dire vers ce qui a été décidé à votre place.

Le groupe social a toujours la tentation de vous imposer ses codes sociologiques, surtout ses dogmes. C’est justement ce point, plus négatif, qui est illustré par le second événement pour lequel j’ai voulu rédiger cette chronique. J’avais posté sur un réseau social, d’une manière très courte, l’histoire de mes clés. J’avais alors reçu une réponse en rapport avec le sujet qui m’avait touché. La voici transcrite dans son intégralité : Boumediène, quand le fameux conditionnement nous tient ! « Se libérer du connu » est le titre d’un livre de Krishnamurti qui m’a beaucoup aidé à m’émanciper, un petit peu, du conditionnement.

On lit dans la réflexion de cet internaute combien la souffrance peut être grande lorsque le conditionnement vous emprisonne.

Bon, tout de même, si vous posez un chocolat sur la table, je ne m’embarrasse pas de questions sur le niveau pavlovien qui est en question. Je m’en empare et je le mange ! Avez-vous déjà vu un singe se poser des questions devant une banane ?

Ministères du Commerce et de l’Agriculture Concertations sur la fourniture du matériel agricole

Des représentants du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, ainsi que du ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ont tenu une réunion de coordination consacrée à l’examen des moyens de mise à disposition du matériel et des équipements agricoles, ainsi qu’a l’accompagnement des exportateurs de produits agricoles, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère du Commerce. La réunion, tenue jeudi, a été coprésidée par M. Abdeslam

Djahnit, chargé de la gestion du secrétariat général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, et M. Hamid Ben Saad, secrétaire général du ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence de cadres des deux départements ministériels, précise le communiqué. Cette rencontre a été une opportunité pour examiner les préoccupations des opérateurs activant dans le domaine de l’importation des équipements et du matériel agricole ainsi que des

pièces de rechange, note le communiqué.

Les discussions ont porté sur l’exportation des produits agricoles vers divers marchés internationaux, notamment après l’enregistrement d’un excédent de production dans plusieurs produits agricoles.

Il a été convenu d’adopter une méthodologie de travail visant à accompagner les exportateurs opérant dans ce domaine afin de faciliter les différentes opérations d’exportation, conclut la même source.

Hadj 2026

Le délai de soumission des offres techniques et financières prolongé

Des représentants du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, ainsi que du ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ont tenu une réunion de coordination consacrée à l’examen des moyens de mise à disposition du matériel et des équipements agricoles, ainsi qu’a l’accompagnement des exportateurs de produits agricoles, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère du Commerce.

La réunion, tenue jeudi, a été

coprésidée par M. Abdeslam Djahnit, chargé de la gestion du secrétariat général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, et M. Hamid Ben Saad, secrétaire général du ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence de cadres des deux départements ministériels, précise le communiqué.

Cette rencontre a été une opportunité pour examiner les préoccupations des opérateurs activant dans le domaine de l’importation

des équipements et du matériel agricole ainsi que des pièces de rechange, note le communiqué. Les discussions ont porté sur l’exportation des produits agricoles vers divers marchés internationaux, notamment après l’enregistrement d’un excédent de production dans plusieurs produits agricoles. Il a été convenu d’adopter une méthodologie de travail visant à accompagner les exportateurs opérant dans ce domaine afin de faciliter les différentes opérations d’exportation, conclut la même source.

Adapter la GRH publique à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) Le grand défi

Par Boudina Rachid*

Suite et fin

Le souci, on peut dire, c'est que la loi budgétaire prévoit que certaines missions ou portefeuilles de programmes doivent être gérés au niveau de plusieurs programmes, pour ne pas dire de ministères. A première vue et par relation de cause à effet il pourrait advenir que les fonctionnaires d'un ministère donné soient gérés par un autre ministère, qui devra s'occuper de leur gestion statutaire ainsi que de leur rémunération et de leur servir par suite les primes et les indemnités découlant du statut particulier qui les régit. On aboutit de la sorte à un placement en activité d'un fonctionnaire dans un autre périmètre fonctionnel, qui n'exige même plus comme avant l'existence préalable d'un arrêté de placement. C'est la nature du programme qui réclame cette démarche. La délégation de gestion s'y substitue à la faveur des modalités prévues par le décret exécutif 20-404 du 29 décembre 2020.

On peut se poser la question si dans cette circonstance, le fonctionnaire concerné doit se déplacer physiquement dans les locaux d'un autre ministère ou qu'il doit tenir son rôle à distance. Cet exercice d'équilibre obligerait à faire preuve de beaucoup de polyvalence et de clairvoyance, d'où un vrai défi pour les gestionnaires qui sont condamnés à apprendre sur le tas une méthode qui exigera du pragmatisme et de la lucidité

14. LES MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES DANS LE CADRE DE LA LOLF

14.1 La notion de vacance de postes

En vertu de la LOLF, la vacance d'emploi n'a de sens que dans sa dimension fonctionnelle. L'emploi vacant s'apprécie non plus comme une libération de poste budgétaire lors du départ définitif d'un agent, mais juste comme le moyen d'ajuster la gestion au plafond d'emplois et des crédits qui leur sont attachés. Ainsi, le gestionnaire concerné peut décider de recruter ou de ne pas recruter, ou d'utiliser le poste autrement. Les redéploiements entre programmes ne demanderont donc plus le préalable d'une autorisation pour les transferts des emplois, ni qu'il y ait des arrangements croisés entre les uns et les autres. Les mouvements de postes pourront intervenir à la condition de respecter le plafond d'emplois et la ligne de faite des crédits affectés à la masse salariale, de sorte que le gestionnaire puisse utiliser librement le départ d'un agent pour redéfinir un emploi, sous condition de respecter la non fongibilité des crédits du titre I relatif aux dépenses de personnel.

15. POSITIONS SPÉCIALES ET NOTION DE SURNOMBRE BUDGÉTAIRE

L'article 127 du statut général de la fonction publique détermine les positions statutaires et, à sa suite, le décret exécutif 20-373 du 12 décembre 2020 en détaille les modalités. Il est dit aux articles 138, 143, 152 et 155 du statut général qu'à l'issue de leur mobilité, les fonctionnaires concernés sont réintégrés dans leur grade d'origine, même en surnombre. Désormais et dans le contexte de la LOLF, la question sera simplement appréciée en concordance avec le double plafond que conditionne la limite supérieure des emplois accordés et des crédits autorisés. Aussi, dans la mesure où les prévisions de crédits sont fiables et les outils de suivi de gestion performants, les fonctionnaires en position spéciale de droit pourront réintégrer leur emploi sans autre formalité. Par ce fait, la notion de surnombre deviendra automatiquement caduque.

Ainsi donc, les fonctionnaires n'auront



pas de crainte à se faire au sujet de leur réintégration. Le principe veut que la LOLF n'a pas vocation à remettre en cause les garanties reconnues aux fonctionnaires par le statut général, qui ne seront donc ni diminuées et encore moins dégradées. Le scénario fâcheux du blocage des retours de positions spéciales des fonctionnaires pourrait éventuellement se produire si l'administration omettait de mettre en réserve un emploi pour être utilisé à sa date de reprise. Dans la situation nouvelle promise par la LOLF, il appartiendra à l'administration de garder une sorte de provision dans son plafond d'emplois et dans sa masse salariale pour garantir la réintégration et la prise en charge immédiate des fonctionnaires concernés. En somme, la non fongibilité des crédits du titre I ne va pas faire obstacle au retour des fonctionnaires ayant épuisé la période de leur mise en positions spéciales.

16.LA NOTION D'EFFECTIFS THÉORIQUES

L'article 2 du décret exécutif 20-387 du 19 décembre 2020 met en opposition les emplois budgétaires et les emplois réels. A ce sujet et à moins que l'explication nous ait échappée, il nous semble que la notion d'effectifs budgétaires au sens d'effectifs théoriques ne doit pas exister en vertu même de la LOLF. A la place, il y'a une masse d'emplois réels plafonnés et ajustés à la limite des crédits alloués au titre I, lequel est supposé exprimer les coûts complets des dépenses de personnel sans toucher ni retoucher les crédits du titre I qui sont grevés d'affectation, donc non sujets à rajouts ou à retrait.

17.PRISE EN CHARGE DE PERSONNELS NON TITULAIRES

17.1 les agents contractuels

Le régime des contractuels est défini par le décret présidentiel 07-308 du 29 septembre 2007. Ce qui nous parle ici, c'est l'article 8 dudit décret en son alinéa 3 qui prescrit que « les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat sont fixés, pour chaque secteur, au niveau de l'administration centrale, des services déconcentrés ou décentralisés et des établissements publics par arrêté du ministre des finances, du ministre concerné et de l'autorité chargée de la fonction publique ». Si l'on s'en tient aux articles 75 et 79 combinés de la nouvelle loi budgétaire, tout ce dispositif a vocation à sauter, pour la raison simple que les crédits votés s'effectuent pour chaque ministère par programme, sous-programme, par titre, et par dotation

pour les crédits non assignés. Ces crédits sont accordés sans garantie de reconduction. En fait, ce dispositif d'exception contrevient déjà à la loi organique 84-17 du 7 juillet 1984, relative aux lois de finances, plus précisément aux dispositions de son article 25 qui édicte « (...) les crédits ouverts au titre d'un exercice ne créent aucun droit de reconduction au titre de l'exercice suivant ». il est donc loisible de constater que l'arrêté susdit, qui prévoit que toutes les administrations doivent disposer d'une sorte de tableau des effectifs des contractuels, toutes versions comprises, enfreint la notion de l'annualité budgétaire, principe reconduit par la nouvelle loi budgétaire en ses articles 3, 6 et 14.

17.2 les personnels de la garde communale, des délégués et des chargés de mission et les assistants à la sécurité

Il ne faut pas se tromper, peu importe que le document de programmation des crédits et des emplois budgétaires, conçu à la faveur de la circulaire n° 8162 du 2 novembre 2002 émanant de la DGB englobe tout ce paquet d'emplois dans la catégorie des contractuels et si même effectivement ces emplois présentent un voisinage avec les contractuels de droit public, ils n'ont pas à strictement parler cette qualité. En fait, ces emplois, créés dans l'urgence sont sous statut d'emploi, de sorte que les dispositions qui les régissent doivent être fixées par leur décret de création. Seul l'emploi d'agent de prévention et de sécurité qui a migré vers les contractuels régis par le décret présidentiel 07-308 du 29 septembre 2007, devient en conséquence récipiendaire de la qualité de contractuel.

18.LA QUESTION DES VACATAIRES.

Le décret présidentiel 07-308, mentionné ci-dessus, relatif aux contractuels, ne fait mention de la notion de vacataires que dans son article 73, finalisant les dispositions transitoires du texte et organisant les modalités de leur reclassement, sans qu'il leur soit dédié un texte à minima devant réglementer cette catégorie d'emplois. On sait qu'ailleurs, c'est la jurisprudence qui a permis de donner un contenu à cette notion en la définissant de manière générique comme « un recrutement destiné à l'accomplissement d'une tâche ponctuelle ». Plus justement, ils sont décrits comme étant « les collaborateurs occasionnels de l'administration, ne disposant pas de ce fait de droits particuliers dans leurs relations avec celle-ci ». Un critère encore plus décisif, d'origine jurisprudentielle, caracté-

rise le concept comme étant « l'exécution d'un acte déterminé, l'absence de continuité dans le temps, une rémunération à l'heure, à la demi-journée ou à la journée et par l'absence de subordination directe à l'autorité administrative ». C'est le paradoxe d'une fonction qui existe sans être réglementée.

19.AU SUJET DES TÂCHES D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION À TITRE ACCESSOIRE

Cette préoccupation, objet du décret n°84-296 du 13 octobre 1984, moult fois complété et modifié, incite à argumenter, de prime abord, que les dépenses devant résulter des activités décrites par le décret ci-dessus sont normalement imputables au titre II de la nomenclature des dépenses induite par la LOLF.

Néanmoins, nombre d'administrations y recourent de manière pas très rationnelle en rémunérant au mois et sous le régime de la durée légale de travail cette catégorie de personnels qui deviennent par ce fait des « employés » de l'administration. Cet usage est tellement répandu que rien n'empêche le juge administratif, tenant compte de certains indices concordants, de se considérer comme étant qualifié pour apprécier si un agent exerçant de telles activités, n'a pas en réalité la qualité d'agent contractuel et peut donc requalifier en conséquence la relation que la personne concernée entretient avec son employeur comme étant un contrat en bonne et due forme. Cette remarque s'applique aussi aux vacataires lorsqu'il est remarqué qu'ils exercent leurs tâches dans les mêmes conditions que les contractuels.

Conclusion

La LOLF est dans sa troisième année d'existence, il reste cependant qu'une nuée de questions restent momentanément sans réponse. Parmi celles-ci, sans hiérarchie d'importance entre elles, on en citera quelques-unes qui interpellent aussi bien les responsables de service, même à très haut niveau, que le fonctionnaire lambda qui aspire à plus d'explications. En voici celles qui interrogent le plus :

> Avec les nouvelles missions de la LOLF, n'a-t-il pas le risque de que les priorités établies antérieurement soient bouleversées ?

> Techniquement et conceptuellement, la LOLF étant très prenante et exigeant du temps et des capacités d'assimilation et de compréhension, n'y a-t-il pas la crainte que les ministres eux-mêmes ou les responsables des établissements nationaux rechignent à apporter l'impulsion nécessaire à la mise en œuvre d'une réforme, qui peut les dépasser techniquement ?

> N'y a-t-il pas un risque de confusion entre stratégie, objectifs et indicateurs, surtout que le concept de gestion par programme peut outrepasser le périmètre d'activité d'un ministère ?

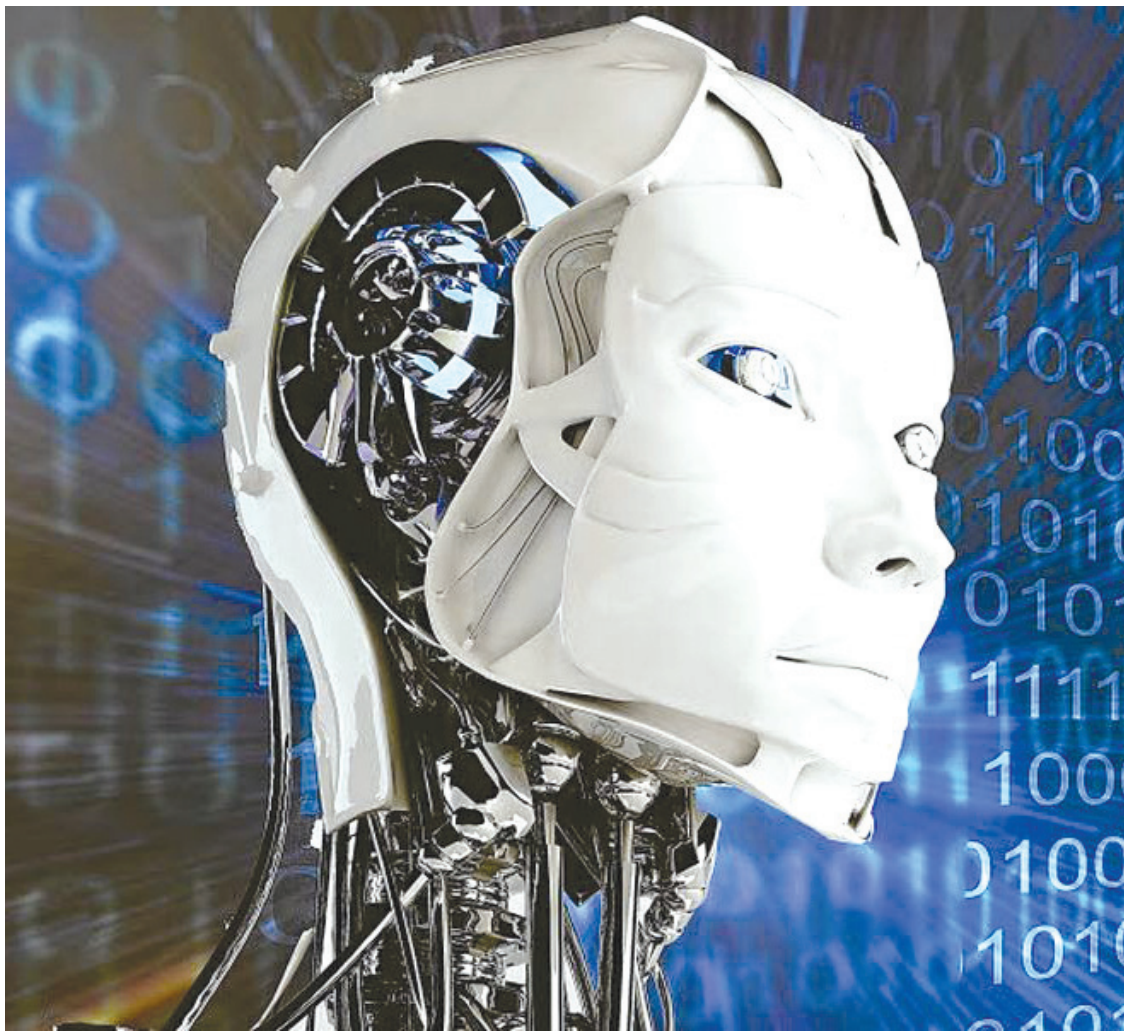
> Quel doit être le rôle de la DGFPRA, du fait que la DGB ne semble pas prête à opérer en tandem, d'autant qu'elle est bien partie pour faire cavalier seul dans la mise en œuvre de la réforme ?

> Comment concilier les acteurs de la gestion opérationnelle des programmes et une structure territoriale qui dépasse le périmètre d'une wilaya ? Dans ce cas de figure, à qui le gestionnaire du programme devra-t-il rendre compte ?

En fait, le chantier ne fait que commencer et c'est normal. Il faut s'y habituer et s'acclimater0 c'est toujours le sort des grandes réformes, comme la LOLF qu'on peut considérer qu'elle est la mère des réformes. C'est à l'évidence un changement profond qui s'inscrit dans une perspective plurielle qui renvoie à la problématique plus large de la réforme de l'Etat.

*Inspecteur en chef de la fonction publique retraité

Les inéluctables robots intelligents



Par Derguini Arezki

Suite et fin

La laïcité sépare le politique du religieux, non pas comme elle sépare hommes du politique et hommes du religieux, mais parce qu'elle a opposé savoir et croyances, parce qu'elle a réduit les croyances aux croyances religieuses et les croyances religieuses à la magie et à la superstition. Les laïcards ne veulent pas voir que la laïcité s'est imposée dans des sociétés qui ont cessé de croire en la religion, en même temps qu'elles ont cessé de croire dans les hommes de religion au moment où le savoir est sorti de la sphère religieuse et devenait l'attribut des marchands. Au moment où la sphère religieuse ne pouvait plus contenir le savoir que se disputent désormais marchands et religieux, Science et Religion se sont construites dans une opposition de classes antagonique.

Les premiers savants étaient des religieux. Savoir et croyances ont pu être opposés parce que croyances et croyances religieuses ont été confondues, et qu'en place des croyances religieuses se sont substituées des croyances en la Science. Les croyances n'ont pas disparu, elles se sont métamorphosées, le savoir ne s'est pas émancipé des croyances, il en a gardé les hypothèses fondamentales. La Science a gardé les hypothèses fondamentales de la Religion et Elle en a repris les chantiers.

Les croyances ont ainsi été parquées dans le passé, alors qu'elles s'actualisent régulièrement jusqu'à l'épuisement. Les croyances ne séparent pas le passé du futur, car croire c'est attendre du futur ce qui n'est pas encore là. Les sociétés qui croient que le futur reproduira le passé n'ont plus besoin de croire, elles végètent et sont à moitié mortes, gagnées par l'inertie.

La séparation du clergé de la politique, n'est donc pas la sortie des croyances, sauf à séparer le savoir

des croyances, à fixer les croyances dans le passé et attribuer le savoir à l'élite et les croyances à la société. Elle est le résultat de la séparation des activités : la sphère religieuse ne peut plus contenir tout le savoir que devra mobiliser le politique. Le savoir vient de l'expérience, l'expérience de l'expérimentation et de ses hypothèses, les hypothèses des croyances. Le clergé est sorti de la classe dominante en même temps que la société est sortie de la Religion.

Dans les sociétés où les champs sociaux sont dans une relative indifférenciation, telle la société tribale, la séparation de l'homme politique et de l'homme de la religion se produit de fait, mais non de droit. Elle ne consacre pas l'autonomie du savoir religieux et du savoir politique. C'est la différenciation sociale et du champ du savoir qui consacre la séparation des savants religieux des hommes politiques.

Dans la cité mozabite, l'exemplarité religieuse qui inspire l'exemplarité sociale, n'est pas moins distincte de la représentation politique. La société doit pouvoir se rendre des comptes en se référant à une exemplarité, mais aussi à une certaine solidarité.

DIFFÉRENCIATION SOCIALE ET CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE

Avec les nouvelles révolutions technologiques, la révolution numérique et l'intelligence artificielle, il y a une opportunité pour les sociétés émergentes parce que se met en place une nouvelle indifférenciation/différenciation sociale. Ce sont de nouvelles sociétés d'humains et de non humains qui se mettent en place. L'avantage dont elles disposent constituait leur désavantage : une structure sociale instable. Elles n'héritent pas d'une lourde structure sociale et d'un esprit formaté. Le désavantage ne se transformera cependant en avantage que si elles parviennent à faire

corps dans le nouveau milieu, si elles réussissent à produire les bonnes associations d'humains et de non humains.

Les métiers ne peuvent plus être définis et exercés de la même manière que lors des révolutions industrielles précédentes. Le déversement de populations qu'ont effectué les révolutions industrielles, de l'agriculture à l'industrie et de l'industrie aux services doit s'inverser de quelque manière. Le destin de l'humanité tourne autour du rapport qu'entretiendront humains et non humains : compétition et/ou coopération au service de quelques seigneurs ou du plus grand nombre ? Dans le milieu de classes, il y aura les humains qui pourront faire travailler les machines intelligentes et ceux qui ne le pourront pas ; il y aura ceux que les robots intelligents pourront remplacer et ceux qu'ils ne pourront pas. Un homme de religion par exemple qui disputerait le savoir à un robot intelligent et ne le compléterait pas serait rapidement vaincu.

Il va sans dire que la compétition généralisée (entre les sexes, au sein des sexes, entre les classes, au sein des classes, entre les races et au sein des races, bref entre un certain nombre d'ensembles et au sein de chaque ensemble, le tout étant dans chacun inextricable), ne peut conduire qu'à une aggravation des inégalités plutôt qu'à une belle symphonie.

Comme lors de la guerre froide, la compétition entre les deux puissances mondiales va conduire à l'effondrement de l'une d'entre elles.

L'une d'entre elles ne pourra plus soutenir la compétition. Elle n'aura pas pu s'adapter au cours des choses et sera victime des compétitions qui l'animent. Emportera la compétition celle qui aura su gérer une meilleure coopération entre humains et non-humains. Ce n'est qu'après l'effondrement d'un des compétiteurs que la compétition pourra être modérée, revenir à un

niveau d'énergie qui permette une coopération des humains et des robots intelligents. Car il va sans dire que nous sommes entrés dans l'ère des robots intelligents, reste seulement à savoir comment ils vont peupler le monde. On ne pourra plus penser le travail sans les robots intelligents. Nous devons nous-mêmes humains nous penser comme des robots intelligents, seulement plus polyvalents, plus compliqués qu'eux. Nous devons pouvoir échanger avec eux les places, dans les deux sens et non pas dans un seul sens, celui des non-humains aux humains. La coopération entre humains et non-humains exige que chacun sache ce qu'il peut attendre de l'autre, ce que chacun peut faire dans des conditions différentes. L'humain devra être à sa manière un robot intelligent qu'il pourra compléter ou auquel il pourra se substituer et de même pour le robot intelligent qui devra être un humain à sa manière. Ils doivent être l'un dans l'autre, pouvant passer l'un dans l'autre, se compléter et se substituer l'un à l'autre de manière relativement harmonieuse étant donné l'énergie humaine et non humaine disponible.

La coopération entre les différents ensembles composés d'humains et de non humains va largement dépendre de la confiance qui règne entre les différentes parties. Si la compétition s'exacerbe, si la coopération se réduit accentuant les luttes de classe, de sexes et de races et accroissant la défiance entre les humains, la course des robots intelligents imposera sa loi aux humains à laquelle seule une minorité pourra être associée. Une minorité qui projettera d'abandonner une planète dévastée.

Afin qu'une telle course ne s'impose pas aux humains, afin qu'elle puisse être contenue dans certaines limites, on pourra demander n'importe quoi aux robots intelligents, ce que nous savons faire et ce qu'ils savent seuls faire. Mais il nous faudra faire qu'avec ce que nous savons faire, qu'avec ce que nous savons ce que cela fait (de faire faire au robot). Quant à ce que nous ne savons pas faire en lieu et place du robot intelligent, ce qu'ils savent seuls faire, nous en ferons seulement un horizon probable.

Il faut mettre les robots intelligents au service d'une diffusion du savoir alors que la compétition non coopérative s'attachera à une monopolisation plus forte du savoir. Il ne faut pas compter sur le marché pour engager le processus de coopération entre humains et non-humains. Le marché (de la science économique standard) va au contraire servir la monopolisation du savoir par les non-humains et leurs propriétaires. Il va privilégier la compétition sur la coopération.

C'est une planification qui va s'imposer, celle des entreprises globales et/ou celle des nations-États.

Il faut reprendre l'opposition entre nation-État et État-nation de Juan J. Linz[1]. L'Algérie selon LINZ devrait être une nation-État, la nation ayant précédé l'État, contrairement à l'État-nation où l'État a précédé la nation.

Pour Linz les deux processus de construction de l'État et de la nation doivent être distingués sans être dis-

sociés. Une nation qui se donne un État, il cite l'Allemagne - l'Italie et l'Espagne en Europe -, ne connaît pas la même construction historique que l'État qui se donne un la nation. Pour ce qui nous intéresse, nous devrions prendre garde à vouloir construire un État-nation en lieu et place d'une nation-État. Les faiblesses et les forces de ces deux formes de construction de l'État et de la nation étant différentes.

L'État-nation engendré par la société de classes a tendance à vivre dans une trop grande proximité avec les classes dominantes. Il se fait souvent complice des entreprises globales dans le processus de centralisation concentration quand il n'est pas captif d'une société dominante. Il sera en faillite quand il ne pourra pas être à la hauteur de la complicité avec les entreprises globales. L'unité des humains et des non-humains doit être une construction par le bas autant que par le haut, autrement dit qui ne pousserait pas à une prolétarianisation de la masse des humains, ne ferait pas des non-humains un instrument de domination des humains.

En guise de conclusion

Grâce à la révolution numérique et aux machines apprenantes, il est possible d'hériter à la fois de la pensée occidentale et de la pensée chinoise. La Chine hérite déjà de la pensée occidentale, elle a assimilé les forces de la pensée occidentale et s'est défendue de ses faiblesses, elle peut désormais innover. Sa pensée holiste s'est incorporé la pensée mécanique occidentale. Humains et non humains ne s'excluent pas, ils se substituent et se complètent. Quand les uns se développent, les autres se rétractent ; quand les uns se rétractent, les autres se développent. La compétition entre puissances va pousser à la substitution de l'humain par le non-humain, mais alors que la puissance occidentale va aller à la rupture de l'unité des humains et des non-humains, la puissance chinoise va préserver l'alternance, se préparer à inverser le mouvement de substitution quand la compétition va décliner et le niveau d'énergie disponible diminuer. Pour les nouvelles nations émergentes, il s'agit donc d'assimiler les forces et les faiblesses des pensées occidentale et chinoise, pour bénéficier des unes et se protéger des autres. De la pensée dichotomique occidentale on apprend à séparer humains et non humains, savoir et énergie, de la pensée chinoise non dichotomique à les lier (associer, dissocier sans rompre leur unité) en fonction des circonstances. La Chine a un nouveau plan pour le monde, l'émergence hier était une émergence dans le monde occidental, elle sera demain une émergence dans le monde chinois. Le monde dans lequel nous devons vivre, d'une échelle cosmique s'il ne s'effondre pas, de culture mondiale, se caractérisera par la présence systématique des robots intelligents dans les associations d'humains. Ils augmenteront le pouvoir terrestre de l'humanité ou le détruiront.

Note

1- Juan J. Linz, "State Building and Nation Building", *European Journal of Sociology*, vol. 2, 1967

Ghardaïa

Les agriculteurs ont du mal à trouver de la main-d'œuvre

La récolte de cueillette des olives atteindrait plus de 32.916 quintaux (qx) dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de l'actuelle campagne agricole, apprend-on auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Cette production, si elle venait à être atteinte, représentera une hausse de près de 4% par rapport à celle de la campagne agricole précédente qui avait enregistré une récolte de 31.694 qx, a indiqué à l'APS le responsable des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit.

La production oléicole de cette année devrait atteindre un rendement moyen de 26 qx à l'hectare (ha), et cela en dépit des faibles pluies et des fortes chaleurs d'été qu'a connues la région, a-t-il ajouté.

La campagne actuelle touche une superficie de 1.219 ha avec près de 219.080 plants d'oliviers productifs, sur une superficie globale de 1.891 ha totalisant 384.242 pieds plantés

ces dernières années à travers la wilaya, a-t-il fait savoir.

Les services de la DSA estiment également que sur cette récolte prévisionnelle de 32.916 qx d'olives, 23.972 qx seront consommés comme olives de table et 8.944 qx pour l'extraction de près de 670 hectolitres d'huiles d'olive "vierge et bio" par le biais de trois huileries modernes localisées à Guerrara, Ghardaïa et Béni-Isguen.

La filière oléicole, une des principales filières agricoles dans cette wilaya, connaît un essor ces dernières années, avec une superficie qui est passée de 118 ha en 2004 à près de 1.920 ha en 2025, d'après les données de la DSA.

Cette performance est expliquée,

outre l'engouement des agriculteurs, par la généralisation des moyens modernes d'irrigation et la vulgarisation des itinéraires techniques de l'oléiculture auprès des agriculteurs, ainsi que le respect des techniques de cueillette, de stockage et de trituration, et ce, malgré quelques difficultés éprouvées par les agriculteurs à trouver de la main-d'œuvre pour la cueillette, dans cette wilaya où l'agriculture, de type oasien, repose sur des petites exploitations familiales.

La DSA et la Conservation des forêts œuvrent pour l'extension de la culture de l'olivier, notamment dans le sud de la wilaya, qui offre de nombreuses opportunités d'investissement, a-t-on fait savoir.

Bouira

En attendant les eaux souterraines de Zbarbar

Les résultats préliminaires des études géophysiques menées en vue d'explorer les eaux souterraines à Zbarbar, et d'y réaliser trois puits artésiens profonds pour renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) des communes de la région, "sont satisfaisants", ont indiqué des responsables de l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH).

En marge d'une visite dans la commune montagneuse de Zbarbar, le directeur central des eaux souterraines à l'ANRH, Bouaziz Sahraoui, a déclaré à la presse que les résultats préliminaires de ces études, lancées il y a quelques mois pour le captage des eaux souterraines, étaient "satisfaisants".

"Nous avons réussi à découvrir et localiser les profondeurs qui nous permettront de réaliser un premier puits artésien pouvant aller de 700 à 1.500 mètres", a expliqué M. Bouaziz.

Il a assuré qu'une fois le cahier des charges prêt, une entreprise nationale sera désignée pour réaliser les travaux de forage.

Lors de cette visite, à laquelle ont participé, outre M. Bouaziz, le wali Abdelkrim Laâmour, le directeur général de l'ANRH, Houcine Benmouffok, ainsi que des experts et des chercheurs de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), un premier point a été fixé dans la mati-

née pour la réalisation du premier puits artisanal profond.

"Le point du premier puits artésien a été fixé, et son débit pourrait suffire à alimenter au moins trois communes de la région de Zbarbar", a déclaré de son côté, le directeur de l'Hydraulique de la wilaya de Bouira, Nacer Belaid, qualifiant les résultats préliminaires de ces études de "rassurants et de bon augure pour l'avenir de ces projets d'exploration".

L'exploration des eaux souterraines à Zbarbar vise à mobiliser de nouvelles sources d'approvisionnement en eau pour pallier le manque. Ce projet inclut la réalisation de trois forages profonds supervisés par l'ANRH.

Tizi-Ouzou

Plus de 611.000 détecteurs de monoxyde de carbone installés

Au total, 611.466 détecteurs de monoxyde de carbone (CO) ont été installés dans des foyers de la wilaya de Tizi-Ouzou depuis le lancement de l'opération, selon un communiqué de la direction de distribution de l'électricité et du gaz.

Ce nombre d'appareils a bénéficié à 305.733 foyers (soit deux détecteurs par foyer) répartis sur les 67 communes de la wilaya depuis le démarrage de l'opération le 29 mars 2023. Selon la même source, l'opé-

ration affiche actuellement un taux d'avancement de 67,61%.

Toutefois, cette campagne fait face à quelques contraintes, notamment l'absence des citoyens de leur domicile lors du passage des équipes d'installation, ainsi que le refus de la pose des détecteurs prévus, par 2.399 abonnés, selon la direction.

Elle a invité les citoyens à s'inscrire dans cette démarche et à faire preuve de responsabilité car ces appareils sont fiables et testés et sont essentiels pour

sauver des vies en cas de fuite de ce gaz inodore et mortel.

La direction de distribution de l'électricité et du gaz a également lancé un appel en direction des abonnés qui n'ont pas encore bénéficié de l'opération à se rapprocher de leurs agences commerciales pour planifier le passage des équipes.

Il est souligné que la pose de ces détecteurs inclut une vérification gratuite de la conformité des installations intérieures des foyers.

Béjaïa

C'est parti pour le Festival international du théâtre !

La 14e édition du Festival international de théâtre de Béjaïa s'est ouverte vendredi soir au Théâtre régional de Béjaïa (TRB) Abdelmalek Bouguermouh en l'honneur du continent africain, en présence d'un groupe d'artistes de renom et d'amateurs des arts du spectacle.

La cérémonie d'ouverture de cette nouvelle édition du festival a débuté par le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la place "Patrice-Lumumba" de la ville de Béjaïa, puis par la représentation de la pièce "Falastin al-maghdoura", produite par le Théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO).

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a souligné dans un discours lu en son nom par Ismail Inzaren, directeur au ministère, que son département "cherche, à travers cet événement, à soutenir les initiatives locales, à encourager la créativité des jeunes et à mettre en relation la nouvelle génération de dramaturges avec les pionniers de

cet art en Algérie et en Afrique, car nous croyons que l'investissement dans la culture est un investissement dans l'avenir".

De son côté, le directeur du festival, Slimane Benaïssa, a souligné que l'organisation de cet événement célébrant le continent africain visait à "construire ensemble un avenir africain fondé sur la solidarité, la culture et le respect mutuel", ce qui, selon lui, nous pousse, à "nous rapprocher et à faire connaissance".

Dans le cadre des activités de cet événement, la Maison de la culture de Béjaïa "Taous Amrouche" a accueilli, vendredi matin, la première activité du programme international destiné aux enfants: la pièce de théâtre "Abir", ainsi que d'autres spectacles animés par Naïma Mahailia, d'Alger, et Efrem Ulcher, de Turquie.

Devant se poursuivre jusqu'au 17 octobre courant, l'événement comprend sept pièces de théâtre provenant de pays africains, dont l'Algérie,

le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Tunisie, la Guinée et la Mauritanie, sur la scène du théâtre TRB, a précisé M. Benaïssa.

Concernant les spectacles internationaux, la soirée du samedi devait être consacrée à la troupe mauritanienne, invitée d'honneur de cette édition, qui présentera la pièce "Daybah", suivie, dimanche soir, de la pièce "Le carnaval romain", produite par le théâtre régional de Constantine, selon la direction du festival.

Les spectacles programmés dans le cadre de cette édition se poursuivront avec la pièce "Le refus de la honte" du Burkina Faso, "Al Bakhara" de Tunisie et "Confessions d'un mercenaire" du Sénégal, ainsi qu'une pièce intitulée "Sargi, la Vénus oubliée" de Côte d'Ivoire, selon les organisateurs.

La clôture du festival sera marquée par un hommage à l'artiste Mustapha Ayad et par la présentation de la pièce guinéenne "Juste savoir", selon les organisateurs.

Khenchela

Des tranchées anti-incendie sur 1.100 hectares

Des travaux de réalisation de tranchées anti-incendie de forêts seront "prochainement" lancés dans la wilaya de Khenchela sur une superficie de 1.100 hectares, selon le conservateur de wilaya des forêts, Bachir Bahri.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que dans le cadre du plan national de prévention des feux de forêts, la conservation des forêts est en phase de parachever les procédures administratives et financières préalable au lancement de projets de creusement de tranchées anti-incendie à travers les massifs forestiers des circonscriptions d'El Hamma, de Kais et de Bouhmama.

La première tranche de l'opération portera sur l'ouverture de tranchée sur une aire de 600 hectares dont 221 hectares

dans la forêt de Béni Meloul (commune Lemsara), 108 hectares dans la forêt d'Oudjana (commune Bouhmama), 21 hectares dans la forêt d'Oudjana (commune Yabous), 70 hectares dans la forêt de Chélia de la commune éponyme et 70 hectares dans la forêt d'Ouled Yakoub (commune de Tamza), a précisé la même source.

La seconde tranche concernera une aire de 500 hectares répartis en trois lots sur le territoire de la commune de Lemsara, selon le même responsable.

L'objectif de ces projets préventifs est de protéger le domaine forestier de la wilaya de Khenchela qui s'étend sur 146.000 hectares contre les diverses menaces et contenir l'expansion des flemmes en cas d'incendie, notamment durant l'été, a ajouté M. Bahri.

Mila

Arrêté pour spéculation sur le lait en sachet

B. Bousselah

Un individu en possession d'une quantité de lait en sachet subventionné, destiné à la spéculation, a été arrêté, apprend-on auprès du groupement de la gendarmerie de la wilaya. Agissant sur information, les éléments de la brigade de la gendarmerie de Tadjenanet ont arrêté un individu à bord d'un vé-

hicule touristique chargé d'une quantité de lait pasteurisé subventionné destiné à la spéculation. Cette dernière était destinée à être mélangée à du lait de vache avant sa livraison à une laiterie d'une wilaya limitrophe. A l'issue des procédures légales, le mis en cause et deux autres complices ont été traduits devant la juridiction compétente de Chelghoum Laid.

Tébessa

Saisie de 40 kg de kif

La Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Tébesa a procédé, au cours de la semaine écoulée, au démantèlement d'un réseau criminel organisé, composé de trois (3) individus, et à la saisie de 40 kg de kif traité, indique samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"L'opération a été menée suite aux investigations lancées sur le terrain, sur la base d'informations signalant l'activité criminelle d'un trafiquant de drogue dans l'Est du pays, ayant abouti à l'arrestation du suspect à bord d'un

véhicule de tourisme", précise la même source.

La fouille minutieuse du véhicule a permis "la découverte d'une quantité de drogue estimée à 40 kg de kif traité, qui était soigneusement dissimulée dans le coffre arrière du véhicule", poursuit le communiqué.

"Poursuivant l'enquête, sous le contrôle du parquet territorialement compétent, les éléments de la BRI ont identifié et arrêté deux (2) autres membres du réseau", ajoute la même source.

Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tébesa, conclut le communiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
20 rabie ethani 1447				
El Fedjr 05h26	Dohr 12h35	Assar 15h48	Maghreb 18h20	Icha 19h38
Horaires des prières pour Constantine et				
El Fedjr 05h13	Dohr 12h21	Assar 15h35	Maghreb 18h07	Icha 19h24



La guerre des éoliennes

MILAN - La décarbonisation des systèmes énergétiques dépend en grande partie de l'adoption de l'énergie éolienne et solaire.



PAR BY DANIEL GROS

Directeur de l'Institut pour l'élaboration des politiques européennes à l'université Bocconi

Heureusement, les coûts de l'énergie solaire baissent rapidement et, combinés aux batteries bon marché qui sont maintenant disponibles, le solaire est devenu une source d'énergie compétitive et fiable dans les endroits ensoleillés. Mais si l'énergie éolienne fournit plus d'énergie que l'énergie solaire, son utilisation se développe plus lentement, en partie à cause de l'opposition des politiciens et des communautés locales.

Le président américain Donald Trump a résumé les arguments des politiciens contre l'énergie éolienne en 2020 : «C'est extrêmement cher. Ça tue tous les oiseaux. C'est très intermittent». Mais si aucune de ces affirmations n'est totalement infondée, toutes sont largement exagérées. En ce qui concerne le coût, l'Agence internationale de l'énergie signale que, dans les régions où les vents terrestres sont forts et réguliers, les parcs éoliens offrent les coûts de production d'électricité les plus bas, inférieurs même à ceux des combustibles fossiles. Et bien que l'énergie éolienne soit intermittente, c'est en hiver qu'elle est la plus régulière, ce qui en fait un complément utile à l'énergie solaire, qui est la plus forte en été.

Quant aux oiseaux, beaucoup d'entre eux risquent de mourir à la suite de collisions avec les pales des éoliennes - on estime qu'il y en a 250 000 par an aux États-Unis. Un projet de recherche de grande envergure a toutefois révélé que les oiseaux de mer évitent activement les turbines offshore : en deux ans de surveillance d'un parc éolien offshore adjacent au terrain de golf de Trump en Écosse, pas un seul oiseau n'est entré en collision avec une pale de rotor.

Quoi qu'il en soit, si M. Trump et d'autres, comme le parti d'extrême droite allemand Alternative für Deutschland, se préoccupent vraiment des oiseaux, ils devraient s'insurger contre les lignes électriques, qui tuent chaque année entre 12 et 64 millions d'oiseaux aux États-Unis, selon les estimations. Et ils devraient être réellement horrifiés par les grands immeubles, qui causent la mort de 988 millions d'oiseaux chaque année, et par les chats domestiques errants, qui en tuent jusqu'à quatre milliards.

Les griefs des communautés locales semblent plus légitimes : une tour de 350 pieds avec des pales d'éoliennes massives et vrombissantes peut constituer une véritable nuisance pour les personnes vivant à proximité. Mais l'opposition



reste souvent forte, même lorsque les parcs éoliens doivent se trouver à une certaine distance des zones habitées, comme c'est le cas dans de nombreux pays, les communautés invoquant des préoccupations telles que le bruit et la baisse de la valeur des biens immobiliers locaux. Certains rejettent ces plaintes comme le reflet d'une mentalité égocentrique NIMBY («not in my backyard»), soulignant, par exemple, que les communautés à revenus élevés sont particulièrement susceptibles de s'opposer aux projets éoliens. Mais ces accusations ne résolvent en rien le conflit fondamental entre les exigences des propriétaires locaux et l'intérêt collectif d'accroître l'offre d'énergie renouvelable.

Au contraire, les projets sont souvent bloqués par des procédures judiciaires longues (et coûteuses), qui peuvent s'étendre sur des années, alors qu'ils passent par différents tribunaux et attendent des évaluations techniques et environnementales coûteuses. Selon une étude américaine, l'opposition de la communauté entraîne des retards de 14 mois en moyenne pour les projets éoliens. Dans de nombreux cas, le simple fait d'obtenir un permis de construire prend des années - jusqu'à neuf ans dans certains États membres de l'Union européenne.

En 2023, l'UE a établi des lignes directrices visant à accélérer l'approbation des projets d'énergie renouvelable. Mais ce qui a vraiment changé la donne sur ce front, c'est la classification de ces projets comme étant d'un «intérêt public supérieur». En modifiant la base des décisions de justice, cette désignation raccourcit les procédures judiciaires et rend les approbations plus probables. Mais ces approbations accélérées pourraient s'avérer être une victoire à la Pyrrhus, si elles laissent aux communautés locales le sentiment d'avoir été détruites au bulldozer ou d'avoir été trompées.

En fin de compte, le contentieux est un moyen inefficace et potentiellement polarisant de traiter les intérêts conflictuels des communautés locales et du grand public. Une approche plus rapide, moins coûteuse (à long terme) et moins conflictuelle, déjà utilisée en Allemagne, consisterait à dédommager les propriétaires fonciers locaux pour les nuisances que représente un nouveau parc éolien, par exemple en leur fournissant de l'énergie à prix réduit ou en leur donnant une part des bénéfices.

La légende veut qu'à la fin du XVIIIe siècle, le roi Frédéric II de Prusse, dérangé par le bruit d'un moulin à vent situé près de son palais de Sanssouci, ait exigé qu'il soit enlevé. Le meunier, Johann William Gravenitz, refusa et menaça de porter l'affaire devant la Cour suprême de Berlin. Le monarque a cédé, dans ce qui est considéré comme un triomphe de l'État de droit.

Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Selon l'histoire, Gravenitz s'est plaint que le palais nouvellement construit empêchait le vent d'atteindre son moulin à vent et a demandé au roi de le dédommager. Frédéric II accepta, approuvant et finançant la construction d'un nouveau moulin dans la région. La véritable leçon à tirer du moulin historique de Sanssouci n'est donc pas que les tribunaux doivent arbitrer tous les conflits d'intérêts, mais plutôt qu'une compensation équitable peut conduire à un consentement.

Si l'Europe veut plus d'énergie éolienne, elle doit tenir compte de cette leçon. Les autorisations accélérées et le test de l'intérêt public peuvent lever les obstacles juridiques à l'expansion de la capacité de production d'énergie éolienne, mais le meilleur moyen d'obtenir l'adhésion durable des communautés locales pourrait bien être de leur offrir des avantages immédiats et tangibles - et pas seulement de belles promesses de gains pour le climat.

Un transport maritime vert pour une Afrique verte

ABAKALIKI - Les dirigeants africains se sont réunis début septembre à Addis-Abeba, en Éthiopie, à l'occasion du deuxième Sommet africain sur le climat, axé sur la nécessité de surmonter les obstacles à un développement résilient face au changement climatique sur le continent.



PAR CHUKWUMERIJE OKEREKE

Professeur de gouvernance mondiale du climat et de l'environnement, et directeur du Centre pour le climat et le développement de l'Université fédérale Alex Ekwueme de Ndufu-Alike

Atravers leurs efforts d'élaboration de solutions, de promotion de l'innovation, et de mobilisation des financements, ces dirigeants refaçonnent l'action climatique mondiale. Dans le cadre de cette démarche, ils sont de plus en plus nombreux à considérer que la décarbonation du transport maritime - industrie qui représente près de 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) - pourrait constituer un puissant catalyseur de l'industrialisation verte de l'Afrique.

Les gouvernements africains se démarquent d'ores et déjà comme des acteurs clés dans les négociations sur la réduction des émissions liées au transport maritime. Ils ont contribué cette année à l'obtention de l'approbation du Cadre Net-Zero au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), agence des Nations Unies pour la réglementation maritime. Ce cadre inclut le tout premier mécanisme mondial contraignant de tarification des émissions de GES des navires de transport. Cette mesure, qui devrait être adoptée officiellement par l'OMI lors de sa prochaine session d'octobre, constitue une importante victoire pour l'action climatique multilatérale, et marque le début d'un processus en direction de la fin de la dépendance du transport maritime aux combustibles fossiles.

Le véritable test résidera toutefois dans la manière dont cette politique essentielle sera élaborée et mise en œuvre au cours

des prochaines années. Pour les gouvernements africains, la question majeure est de savoir comment seront utilisées les recettes générées par le mécanisme de tarification de l'IMO, qui devraient atteindre 10 à 15 milliards \$ par an d'ici 2030.

À condition d'être distribués équitablement, ces fonds pourraient aider l'Afrique à rattraper son important retard en matière énergétique, à moderniser ses infrastructures portuaires et ses flottes, ainsi qu'à investir dans des réseaux et des grilles de transmission permettant de libérer le potentiel considérable du continent dans le domaine des énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne la géothermie, l'éolien et le solaire. Un réseau résilient est également essentiel pour la production d'hydrogène renouvelable et d'autres carburants de synthèse - solution énergétique la plus prometteuse à long terme pour l'industrie du transport maritime. Cela dynamiserait probablement les projets d'hydrogène vert existants en Afrique, tout en encourageant de nouveaux projets de ce type, accélérant ainsi l'industrialisation, stimulant le PIB, et positionnant le continent en tant qu'exportateur mondial d'énergie.

Jusqu'à présent, l'Afrique rencontre des difficultés pour développer ses abondantes ressources renouvelables, principalement en raison du coût élevé du capital. Les économies africaines demeurent tirées vers le bas par un endettement insoutenable et des notations de crédit médiocres, qui rendent prohibitif le coût des investissements dans les énergies propres. En raison des risques perçus, le continent ne perçoit actuellement qu'environ 2 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables. Les recettes générées par le nouveau mécanisme de tarification du carbone de l'OMI pourraient ainsi être utilisées pour réduire les coûts initiaux, atténuer les risques liés aux investissements dans les énergies propres, et créer les conditions propices à une Afrique capable d'alimenter le transport maritime mondial.

Il est essentiel que l'OMI soutienne cette volonté d'exploitation des ressources renouvelables de l'Afrique, en créant des incitations fortes en faveur des carburants de synthèse. À défaut, certaines options moins coûteuses telles que le gaz naturel liquéfié (beaucoup plus destructeur pour la planète) et les

biocarburants issus de cultures (qui accentuent la pression sur les systèmes alimentaires) risquent d'affaiblir l'hydrogène vert, et d'entraver les efforts fournis par les pays africains pour parvenir à une croissance et à un développement durables.

Une utilisation accrue des biocarburants serait particulièrement catastrophique pour les pays africains. Dans mon pays, le Nigeria, où des millions de personnes souffrent déjà de la faim, il serait à la fois immoral et économiquement irresponsable de détourner les cultures dans le but de créer du carburant pour les navires, qui transportent bien souvent des marchandises et des produits à destination des pays riches. La production de biocarburants aggraverait l'insécurité alimentaire, tout en amplifiant la déforestation, les émissions de gaz à effet de serre et la dégradation des sols - pour certains cas dans une mesure plus importante que la production de combustibles fossiles.

Comme beaucoup d'autres pays africains, le Nigeria a tout ce qu'il faut pour compter parmi les leaders du domaine des carburants durables destinés au transport maritime, bénéficiant notamment d'une abondance de soleil et de vent, ainsi que d'une main-d'œuvre jeune.

Il ne lui reste plus qu'à réaliser les bons investissements. À condition d'être intelligemment conçu, le cadre de l'OMI pourrait contribuer à fournir les fonds dont l'Afrique a besoin pour accroître ses capacités en matière d'énergies renouvelables. Échouer à élaborer une politique ambitieuse et équitable dans ce domaine, ce serait prendre le risque de limiter les perspectives de l'Afrique.

L'OMI se réunissant ce mois-ci à Londres pour adopter son Cadre Net-Zero, les pays africains doivent faire preuve du même leadership et de la même détermination que lors du deuxième Sommet africain sur le climat. En faisant en sorte que le continent récolte les fruits du nouveau mécanisme de l'IMO, ils donneraient un formidable exemple de ce que peut accomplir la coopération internationale. Un avenir résilient face au changement climatique est à portée de main, à condition que les voix africaines soient entendues et prises au sérieux sur la scène mondiale.

Les investisseurs financiers ne peuvent pas profiter éternellement de la complaisance

PROVIDENCE - Alors que de nombreux Américains et alliés des États-Unis reculent devant l'accélération du changement de régime sous la présidence de Donald Trump, les marchés financiers restent curieusement calmes.



PAR SEBNEM
KALEMLI-ÖZCAN

Professeur d'économie à l'université Brown et directeur du Global Linkages Lab, a été conseiller politique principal au Fonds monétaire international et économiste principal pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale.

Les indices boursiers continuent d'osciller près de sommets record, et la sérénité règne sur le marché obligataire - traditionnellement le disciplinaire sévère de l'excès fiscal et politique. Cette ambiance contraste fortement avec la réaction qui a suivi l'annonce des tarifs douaniers de Trump en avril, lorsque les rendements des obligations du Trésor américain ont grimpé en flèche, forçant l'administration à faire marche arrière. À l'époque, les investisseurs obligataires semblaient prêts à faire barrage aux mauvaises politiques économiques. Pourtant, aujourd'hui, malgré l'érosion systématique de la capacité à long terme du pays à créer de la richesse - qui découle de ses universités de classe mondiale, de son leadership scientifique, de son ouverture aux talents étrangers et de l'État de droit - les marchés obligataires (et les investisseurs en général) semblent s'être endormis au volant. Qu'est-ce qui a changé ? L'explication la plus répandue est que les marchés ne croient tout simplement pas

que les politiques les plus perturbatrices de Trump vont perdurer. Les opérateurs obligataires peuvent supposer que les institutions limiteront les excès de l'exécutif, que les tribunaux interviendront ou qu'un contrecoup politique finira par atténuer les mesures les plus extrêmes. Mais cette complaisance soulève une question plus profonde. Pourquoi des investisseurs obligataires sophistiqués et prévoyants - sans doute les meilleurs gestionnaires de risques au monde - prendraient-ils de tels risques ? Se couvrir contre la possibilité que de mauvaises politiques économiques perdurent semble être la chose rationnelle à faire, car les coûts à long terme d'une erreur pourraient être énormes.

Il s'agirait non seulement de primes de risque plus élevées, en raison d'une inflation plus forte et d'une instabilité monétaire, mais aussi d'un affaiblissement de la confiance dans les bons du Trésor américain en tant qu'actifs mondiaux sûrs.

Pourtant, les investisseurs obligataires semblent satisfaits de continuer à financer le gouvernement américain à des taux historiquement bas, tout en utilisant cet effet de levier bon marché pour rechercher des gains sur les actions. Bien entendu, cette stratégie est judicieuse à court terme, car les actions continuent de bénéficier des réductions d'impôts, de la déréglementation et d'une administration désireuse de soutenir les prix des actifs à risque. Tant que les rendements des obligations du Trésor resteront faibles, les stratégies à effet de levier seront florissantes. En empruntant à bon compte sur les marchés obligataires et en injectant des fonds dans les actions, vous pouvez obtenir des rendements exceptionnels.

En d'autres termes, la complaisance n'est pas une perception erronée, mais une préférence. Les marchés obligataires peuvent parfaitement comprendre les risques, mais ils choisissent de les ignorer, parce que la structure des gains récompense l'élan à court terme au détriment de la prudence à long terme. Cette dynamique rap-

pelle la période qui a précédé la crise financière de 2008, lorsque les risques liés aux prêts hypothécaires étaient reconnus mais ignorés tant que la titrisation continuait à produire des bénéfices (sans se soucier du fait que tout cela était soutenu par des actifs immobiliers toxiques). En outre, les marchés obligataires font généralement bien les choses. Lorsque tout le monde débattait des raisons de l'inflation de 2021 et critiquait la Réserve fédérale américaine, les marchés obligataires ont toujours compris que l'inflation était due à une combinaison de chocs de l'offre et de la demande provoqués par une pandémie et qui s'avéreraient transitoires. C'est pourquoi les prévisions d'inflation à long terme n'ont jamais bougé. Aujourd'hui, ces mêmes marchés obligataires prévoient une accélération de l'inflation au cours des deux prochaines années, avec un point mort à deux ans supérieur à 3 % (le taux actuel d'inflation de l'IPC). En d'autres termes, les marchés obligataires prévoient un certain risque à court terme et ignorent le risque à long terme. C'est comme d'habitude : maximiser le profit et essayer de contourner le risque politique.

Avant même les dernières élections, en août 2024, Kristjan Kasikov, responsable mondial des solutions quantitatives pour les investisseurs sur le marché des changes chez Citi, a souligné que les risques liés à la politique monétaire au Japon pourraient alimenter l'appétit pour le risque. Les fonds spéculatifs avaient commencé à privilégier le dollar par rapport au yen comme monnaie de financement pour placer des paris sur toutes sortes d'actifs, des actifs brésiliens aux actions de Nvidia. Nous ne devrions donc pas être surpris que les investisseurs adoptent un comportement similaire en réponse aux risques liés à la politique américaine.

En outre, le conseiller économique de Trump, Stephen Miran, qui siège désormais au conseil d'administration de la Fed, a déclaré que même si les droits de douane entraîneront une appréciation du dollar, les États-Unis

pourront compenser cet effet. Dans ces conditions, les investisseurs ne sont pas irrationnels de supposer que cet environnement politique restera profitable tant qu'ils leveront des fonds sur le marché obligataire américain sans risque et qu'ils investiront dans des actifs risqués. Le problème, bien sûr, est que le marché obligataire américain ne sera sans risque que jusqu'à ce qu'il ne le soit plus. La question du trillion de dollars est de savoir qui sera le premier à exiger des primes de risque plus élevées pour détenir des obligations américaines. Si de nombreuses banques centrales et fonds souverains étrangers continuent de détenir d'importants portefeuilles d'obligations du Trésor, ils ont également commencé à se diversifier en investissant dans l'or, l'euro ou d'autres actifs sûrs. La capacité de l'Amérique à financer ses déficits à bon compte n'est pas un droit acquis à la naissance ; elle est le fruit de la confiance dans ses institutions, et cette confiance est en train de s'effriter. Lorsque le premier détenteur d'obligations exigera une prime plus élevée pour détenir des bons du Trésor, la situation pourrait changer rapidement. Que feront les États-Unis lorsqu'une masse critique de détenteurs d'obligations décidera que les bénéfices tirés de l'investissement dans des actifs risqués ne sont plus suffisants pour justifier le refus d'exiger des primes de risque plus élevées ? Vu sous cet angle, le silence du marché obligataire n'est pas rassurant, il est alarmant. L'implication est que les investisseurs sifflent après le cimetière, en pariant que quelqu'un d'autre agira en premier. Mais lorsque la sonnette d'alarme retentira, il sera trop tard pour procéder à un ajustement ordonné. Les acteurs des marchés financiers se targuent d'être tournés vers l'avenir. Pourtant, aujourd'hui, alors que les fondations institutionnelles de l'Amérique vacillent et que l'administration poursuit une mauvaise politique après l'autre, les investisseurs obligataires semblent dangereusement myopes. Ils préfèrent ignorer le risque parce que la complaisance est payante. Et elle continuera à payer - jusqu'à ce qu'elle ne le fasse plus.

Un changement de paradigme sur l'expérimentation animale

SINGAPOUR - Même à une époque de polarisation politique intense, il y a encore des moments où un consensus bipartisan peut émerger autour de questions éthiques importantes.



PAR PETER SINGER¹
ET SANKALPA
GHOSE²



1- Professeur d'éthique médicale au Centre d'éthique biomédicale de l'université nationale de Singapour et professeur émérite de bioéthique à l'université de Princeton.

2- Fondateur d'OpenTelemed.org, est actuellement doctorant et President's Graduate Fellow au Centre d'éthique biomédicale de l'Université nationale de Singapour.

C'est le cas aujourd'hui. En avril dernier, la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a publié sa «Feuille de route pour la réduction de l'expérimentation animale dans les études de sécurité précliniques». La FDA a déclaré qu'elle prenait «une mesure révolutionnaire» qui ferait progresser la santé publique et limiterait les dépenses inutiles en remplaçant les essais sur les animaux par des «méthodes plus efficaces et plus pertinentes pour l'homme». Une telle mesure permettrait, bien entendu, de réduire les souffrances des millions d'animaux non humains utilisés pour les tests. Faisant écho à ce que les opposants à l'utilisation d'animaux dans les tests de médicaments disent depuis longtemps, la FDA a fait référence à une «reconnaissance scientifique croissante du fait que les animaux ne fournissent pas de modèles adéquats de la santé et de la maladie humaines». La feuille de route indique également que plus de 90 % des médicaments qui semblent sûrs et efficaces chez l'animal ne reçoivent pas l'approbation de la FDA pour une utilisation chez l'homme parce qu'ils ne sont pas sûrs et efficaces chez l'homme.

Deux semaines après l'annonce de la FDA, les National Institutes of Health (NIH), le plus grand bailleur de fonds de la recherche biomédicale au monde, ont apporté leur soutien à l'abandon de l'expérimentation animale en annonçant un nouvel engagement d'accorder une plus grande priorité aux «technologies de



recherche basées sur l'être humain» et de réduire l'utilisation des animaux dans les recherches qu'ils financent. Le directeur des NIH, Jay Bhattacharya, a déclaré que l'intégration de la science et de la technologie des données permettrait de «réimaginer fondamentalement la manière dont la recherche est menée» et, ce faisant, d'accélérer l'innovation et d'améliorer les résultats obtenus en matière de soins de santé.

En juillet, la FDA et le NIH ont organisé conjointement un atelier de haut niveau sur la réduction de l'expérimentation animale, au cours duquel des documents sur les nouvelles méthodes de recherche ont été présentés. L'événement le plus marquant a été l'annonce par les NIH d'annoncer de ne plus accorder de nouvelles subventions pour des recherches reposant uniquement sur l'expérimentation animale. Les hauts fonctionnaires de la FDA ont indiqué que leurs interactions avec des centaines de PDG de sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques au cours d'une tournée d'écoute avaient révélé que l'industrie utilisait déjà la nouvelle approche centrée sur l'homme «parce qu'elle fonctionne et parce qu'elle est hautement prédictive». Les entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques continuent néanmoins d'utiliser des animaux pour leurs essais, et la FDA veut des données sur les animaux. Les représentants de l'industrie ont indiqué qu'ils trouvaient cela troublant, en raison des préoccupations éthiques liées à la réalisation d'expériences coûteuses qui faisaient souffrir les animaux tout en fournissant des données utiles uniquement pour satisfaire à une exigence bureaucratique en vue de la mise sur le marché de

leurs produits. Le commissaire de la FDA a fait remarquer que les nouvelles méthodes pourraient accélérer la mise à disposition de traitements bénéfiques pour le public, réduire les coûts de recherche et de développement et, à terme, diminuer le prix des médicaments, tout en étant «plus humaines et plus éthiques pour les animaux».

Il y a lieu de se réjouir de cette évolution, mais il est tragique qu'elle ait pris autant de temps. Il y a cinquante ans, l'un d'entre nous écrivait dans *Animal Liberation* des alternatives à l'utilisation des animaux «existent déjà et d'autres se développeraient plus rapidement si l'énergie et les ressources actuellement consacrées à l'expérimentation sur les animaux étaient réorientées vers la recherche d'alternatives». Cela ne s'est pas produit. Depuis la loi fédérale de 1938 sur les aliments, les médicaments et les cosmétiques, les États-Unis ont exigé des tests sur les animaux pour prédire les effets sur l'homme dans le cadre de l'examen et de l'approbation de tous les médicaments, thérapies, produits cosmétiques et aliments.

Pendant plus de 80 ans, les fournisseurs industriels ont tiré profit de l'élevage et de la vente de milliards d'animaux à des fins de recherche. (Le cours de l'action de la plus grande de ces entreprises, Charles River Laboratories, a chuté de 28 % après que la FDA a annoncé son intention de réduire l'utilisation des animaux). Des fonds publics ont été gaspillés pour des tests qui ont causé d'immenses dommages aux animaux sans pouvoir prédire comment les humains réagiraient. Des patients

ont souffert et sont morts parce qu'on leur a administré des médicaments qui fonctionnaient sur des animaux non humains, mais pas sur eux.

La première étape vers un changement de paradigme a été franchie en 2022, lorsque des majorités écrasantes et bipartisanes à la Chambre des représentants et au Sénat ont approuvé la loi de modernisation de la FDA 2.0, rendant légale la certification par la FDA de substances sûres sur la base de tests sans animaux. Certaines de ces méthodes existent depuis longtemps, tandis que d'autres sont nouvelles.

En 2024, les NIH ont mis en place un programme d'innovation de près de 400 millions de dollars pour développer, au cours des dix prochaines années, de nouvelles méthodologies qui promettent de transformer la façon dont nous comprenons les processus biologiques et les états pathologiques.

Charles River Laboratories, après avoir vu le cours de ses actions s'effondrer, a décidé qu'elle ne voulait pas risquer de suivre le chemin de Kodak.

L'entreprise a annoncé qu'elle soutenait l'accent mis par la FDA sur les solutions de remplacement et a déclaré qu'elle avait l'intention de jouer un rôle de premier plan dans la transition.

L'expérimentation animale ne cessera pas du jour au lendemain. Néanmoins, nous espérons qu'au cours des dix prochaines années, nous assisterons à un changement profond dans la protection de la sécurité humaine et dans la mise au point de traitements pour les maladies qui nous affligent, sans infliger de souffrances aux animaux.

AEP, éclairage, transport, eaux usées... à la cité 400 logements Des habitants de Bethioua font part de leurs doléances

K. Assia

Pour une meilleure prise en charge des doléances de la population, une sortie sur site a conduit le chef de daïra de Bethioua, le maire, les élus et les présidents des différentes divisions techniques à la cité 400 logements connue sous le nom de Haï Adda Bouhadi Djillali. Une occasion pour les autorités locales d'identifier les insuffisances et de connaître surtout les doléances exprimées par les habitants de cette cité. Dans ce contexte, les riverains ont fait part de leurs préoccupations qui s'articulent principalement autour de l'amélioration du cadre de vie. Ainsi et parmi les problèmes posés est celui relatif au renouvellement et à l'entretien de la canalisation de l'alimentation en eau potable. A cela vient s'ajouter la réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées.

Les habitants du quartier ont également fait part de la situation actuelle de l'éclairage public et des conditions de scolarisation des élèves en plus de l'absence d'un stade de proximité et d'une aire de jeux pour enfants. Autre insuffisance soulevée lors de cette sortie d'inspection est celle liée à l'absence de transport dans cette zone sise dans la commune de Bethioua. Pour leur part, les responsables locaux ont promis d'étudier toutes ces doléances et des solutions seront apportées pour répondre aux besoins exprimés. Il y a lieu de rappeler que la commune de Bethioua a bénéficié d'une série de projets concernant les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'administration ainsi que celui de la jeunesse et des sports.

En effet, cette collectivité a mobilisé une enveloppe financière estimée à 50 millions de DA puisée sur son budget pour la prise en charge de la protection et la réhabilitation du site historique « Portus Magnus », dont l'étude et le suivi relatifs à cette opération ont été confiés à la direction de wilaya de la culture et des arts, selon Amar Cherif. Elle a éga-

lement bénéficié d'une opération concernant l'aménagement d'un établissement annexe spécialisé dans la prise en charge des autistes et des enfants trisomiques, ainsi que d'une autre opération devant porter sur le raccordement de l'annexe administrative d'El Araba au réseau de fibre optique, dans le but de faciliter aux administrés de ce village l'accès via Internet aux documents administratifs. De son côté, la direction de la santé et de la population (DSP) s'est chargée des opérations visant l'aménagement de la polyclinique du chef-lieu de commune pour une enveloppe financière globale de 100 millions de DA, dont une partie sera également destinée à une opération similaire devant cibler la polyclinique de Aïn El Bia.

Par ailleurs, lors d'une réunion de coordination regroupant les maires et les chefs de daïra, le wali d'Oran Samir Chibani a insisté sur l'amélioration du cadre de vie des Oranais et à la prise en charge de leurs doléances. Un suivi particulier a été exigé pour répondre aux attentes de la population à travers les différents projets de développement local. Ainsi, un exposé détaillé sur l'ensemble des programmes de développement à travers les communes de la wilaya a été présenté par le directeur de l'administration locale et ce dans le cadre des opérations financées par la caisse de sécurité et de la solidarité des collectivités locales.

Une occasion également pour mettre en exergue les capacités de chaque daïra de la wilaya et aussi de débattre les dossiers liés au développement local et qui ont un rapport direct avec les habitants à l'exemple des conditions de scolarisation, les cantines scolaires, le transport scolaire en plus de l'état environnemental. Le chef de l'exécutif a instruit les chefs de daïra et les maires à multiplier les efforts afin d'être à la hauteur des aspirations de la population soulignant ainsi qu'il s'agit de la responsabilité de tous à commencer par l' élu communal jusqu'au au chef de daïra.

EHU 1^{er} Novembre 1954 Plus de 200 participants au 31^e colloque international de biochimie

L'Etablissement hospitalo-universitaire 1^{er} Novembre 1954 d'Oran a accueilli avant-hier les travaux du 31^e colloque international de biochimie ainsi que des 2^{es} Journées nationales du laboratoire de recherche en biochimie médicale et biologie moléculaire. Placée sous la supervision du Pr Mourad Nachi, directeur du laboratoire de recherche de biochimie médicale et de biologie moléculaire de médecine d'Oran en coordination avec la société algérienne de biochimie et génétique médicale, cette manifestation scientifique d'envergure se déroule sur deux jours autour du thème central : « La biologie dans les maladies métaboliques cardiovasculaires ». Ce rendez-vous réunit des chercheurs, cliniciens, enseignants et étudiants issus de divers horizons médicaux et scientifiques, dans le but de favoriser le partage de connaissances et la promotion de la recherche biomédicale en Algérie. Ce regroupement s'inscrit pleinement dans la dynamique nationale de modernisation du système de santé, à un moment où l'Algérie s'apprête à lancer un Plan national sur les maladies rares d'ici fin 2025. Les travaux du colloque s'articulent autour de quatre grands axes thématiques : les maladies rares, les maladies cardiovasculaires et rénales, les maladies du foie, ainsi que le diabète et l'obésité. Ces sujets d'actualité constituent aujourd'hui des enjeux majeurs de

santé publique, particulièrement dans le contexte de la transition épidémiologique que connaît le pays. L'événement, qui rassemble plus de 200 participants venus de l'ensemble du territoire national, a également bénéficié de la participation d'experts internationaux, intervenant à distance pour partager leurs expériences et leurs travaux sur les nouvelles approches thérapeutiques et diagnostiques. Il constitue ainsi une plateforme stratégique d'échanges scientifiques, contribuant à renforcer la coopération entre les laboratoires de recherche, les établissements hospitaliers et les institutions universitaires, en vue d'améliorer la prise en charge des pathologies chroniques et métaboliques. Le programme du colloque comprend 24 communications orales, 5 ateliers pratiques et plus de 50 e-posters scientifiques, permettant aux participants d'échanger sur les avancées récentes en matière de diagnostic précoce, de biologie moléculaire, de bioinformatique et sur l'apport des technologies de séquençage génétique de nouvelle génération (NGS) dans le suivi clinique des patients. A travers cette initiative, l'EHU d'Oran confirme encore une fois son rôle moteur dans le développement de la recherche biomédicale en Algérie, et sa volonté de s'inscrire dans une démarche d'excellence et d'ouverture internationale.

J. Boukraa

Es-Sénia et Misserghine Saisie de plus de 2,5 tonnes de viande blanche et d'abats impropres à la consommation

J. Boukraa

Une opération conjointe menée par les services vétérinaires de la direction des services agricole, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Oran, a permis la saisie d'une importante quantité de viande blanche impropre à la consommation. L'intervention s'est déroulée au niveau des communes d'Es-Sénia et Misserghine. Cette marchandise a été interceptée dans deux camions transportant du poulet frais éviscéré à Es-Sénia ainsi qu'un abattoir de volaille à Misserghine. La quantité totale de produits saisis s'élève à 2.371 kg de poulet et 80 kg d'abats de volaille. Les premiers constats ont révélé de graves infractions aux normes sanitaires. Les produits étaient conservés dans des conditions inappropriées, sans respect de la chaîne de froid, sans certificat vétérinaire, et dans des véhicules ne répondant pas aux exigences d'hygiène, notamment en raison de la saleté des caisses de transport et du mauvais état de propreté des moyens utilisés.

Selon les services de contrôle, cette opération s'inscrit dans le cadre des actions régulières de lutte contre la commercialisation de produits alimentaires non conformes et vise à protéger la santé du consommateur. Les viandes ont été immédiatement saisies conformément à la réglementation en vigueur. Les autorités rappellent aux



commerçants et transporteurs de denrées périssables la nécessité absolue de respecter les conditions d'hygiène, de transport et de conservation des produits alimentaires, sous peine de poursuites judiciaires. Cette

saisie témoigne de la vigilance constante des services de contrôle et de la ferme volonté des autorités locales de lutter contre toute forme de fraude alimentaire susceptible de nuire à la santé publique.

Une importante assiette foncière récupérée L'ex-centre de recasement d'Aïn El Beïda complètement rasé

D. B.

Une importante assiette foncière a été récupérée par la commune d'Es-Sénia au lendemain du relogement de près de 130 familles qui occupaient l'ex-hospice des personnes âgées à Aïn El Beïda plus connu sous l'appellation de Diar El Ajaza. A ce titre, les autorités de la commune d'Es-Sénia ont entamé des travaux de terrassement de l'assiette foncière récupérée après le relogement des familles. En effet, les chalets occupés par ces familles ont été démolis au lendemain de l'opération de relogement. Selon les services de la commune d'Es-Sénia, le terrain sera utilisé pour la projection d'un équipement public.

Il y a plus de quatre mois, près de 200 familles vivant dans des logements précaires dans les communes d'Es-Sénia et Oran ont été relogées dans de nouveaux logements dans la commune de Misserghine. C'est le wali d'Oran, Samir Chibani, qui a supervisé l'opération de relogement de 127 familles vivant dans des chalets à Aïn El Beïda (commune d'Es-Sénia), ainsi que 72 autres familles résidant dans des logements précaires dans les quartiers «El Makkari» et «Beau séjour» à Oran, dans des logements décents situés dans le quartier «Moudjahid Achouri Ahmed», dans la com-

mune de Misserghine. Pour cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés, en présence des services des daïras et communes d'Es-Sénia et Oran, ainsi que de la Direction du logement, l'Office de la promotion et de la gestion immobilière (OPGI) et des services de sécurité. Dès la fin du relogement, la démolition des anciennes habitations a été lancée. Le wali d'Oran a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de l'opération, que depuis le début de l'année en cours, 543 familles ont été relogées, dont environ 300 familles vivant dans des vieux bâtis dans le quartier historique «Sidi El Houari» dans de nouveaux logements à Misserghine. Un total de 6.834 logements toutes formules confondues entre logements de type public localitif et promotionnel aidé LPA ont été distribués à travers toute la wilaya d'Oran jusqu'au 31 dé-

cembre 2024, selon un rapport détaillé présenté à l'occasion de la première session ordinaire de l'APW d'Oran.

Une avancée remarquable qui souligne l'engagement de l'Etat à prendre en charge les doléances de la population à travers la réalisation de plusieurs programmes d'habitat.

Ces projets démontrent également la volonté des autorités locales à améliorer le cadre de vie des habitants et à répondre aux besoins exprimés dans le secteur du logement. Ainsi d'importants efforts sont déployés par les responsables de la direction du logement, ceux de l'urbanisme et de la construction et également les représentants des domaines en matière de choix d'assiettes et de délivrance des actes de propriété. Le wali d'Oran M. Samir Chibani a insisté lors d'une réunion de coordination, sur la prise en charge des doléances de la population et sur le suivi particulier de tous les chantiers en cours.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

TANDJAOUI Lakhdar, 79 ans, El Kerma
BENZIANE Mehdi, 58 ans, El Hamri
BENDJEBAR Rahmouna, 57 ans, Hammam Bouhadjar
MOUNSEM Maghnia, 92 ans, Akid Lotfi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h44	Dohr 12h50	Assar 16h04	Maghreb 18h35	Icha 19h52
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Sidi Bel-Abbès Université Djillali Liabès : les raisons d'un succès

Le directeur de l'université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbes, Pr. Bouziani Merah, a affirmé que le maintien de cet établissement à la première place nationale dans le classement mondial des universités «Times Higher Education World University Rankings», pour la troisième année consécutive est le «le résultat d'une vision stratégique claire, axée sur le développement de la recherche scientifique, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et le renforcement de la gouvernance universitaire».

Les universités de Sidi Bel-Abbès et d'El Oued se sont partagées la première place au niveau national dans ce classement, dans la catégorie des 1200 à 1500 établissements d'enseignement supérieur à l'échelle mondiale.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'université de Sidi Bel-Abbès «a misé depuis plusieurs années sur l'investissement dans les infrastructures de recherche, la promotion des publications scientifiques dans des revues indexées ainsi que sur la valorisation des compétences à travers la formation continue et la création d'un environnement académique propice à l'innovation et à l'ouverture sur les milieux natio-

nal et international». Il a ajouté que l'université «accorde une importance particulière aux partenariats internationaux et aux jumelages avec des universités de renom», ce qui a contribué, à «améliorer les indicateurs de classement liés à l'ouverture internationale et au transfert de connaissances, en plus du développement des programmes de formation fondés sur des approches modernes répondant aux besoins du marché du travail et de l'innovation».

Par ailleurs, le directeur de l'université de Sidi Bel-Abbès a souligné que le maintien à la première place nationale «ne constitue pas une finalité en soi, mais une motivation pour poursuivre les efforts

afin d'atteindre de meilleurs rangs aux niveaux continental et mondial», appelant à conjuguer les efforts pour consolider cette dynamique prometteuse au service de l'université et du système national d'enseignement supérieur dans son ensemble».

Le classement «Times Higher Education World University Rankings» figure parmi les principaux indicateurs académiques mondiaux, évaluant la performance des universités selon plusieurs critères essentiels, notamment la qualité de l'enseignement, l'ampleur et l'impact de la recherche scientifique, les partenariats internationaux et le transfert des connaissances vers l'industrie et la société.

Tindouf

Projet d'un nouveau complexe touristique

Un nouveau projet de complexe touristique, portant le nom d'«El-Djmel», vient renforcer les structures hôtelières de la wilaya de Tindouf et y promouvoir l'activité touristique, selon la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA).

Couvrant une superficie de deux hectares au niveau de la Zone d'expansion touristique (ZET) «El-Koudia», au nord de la cité En-Nasr à Tindouf, ce nouveau projet prévoit la réalisation de 70 chambres, totalisant 120 lits, en plus de structures d'ac-

compagnement, de piscines, de jeux aquatiques et de structures de loisirs, susceptibles de générer plus de 60 emplois directs et d'autres indirects dans les services, a précisé le DTA, Touhami Oumari. Constituant un plus qualitatif pour le secteur dans cette wilaya, ce complexe, réalisable avec un cachet architectural typiquement saharien, s'inscrit dans le cadre des efforts fournis par les autorités locales pour accompagner les investisseurs et aplanir les contraintes d'exécution des projets d'investisse-

ment. Cette future installation touristique devrait assurer des prestations de qualité au profit aussi bien des touristes et visiteurs que des travailleurs des différentes entreprises établies dans la région, a souligné le DTA. Selon le même responsable, la wilaya de Tindouf compte deux ZET, à savoir El-Koudia (10 ha) et Tifski (80 ha), et s'attend à ce que ces projets permettent de combler le déficit accusé en structures d'accueil touristique dans cette wilaya de l'extrême sud-ouest du pays.

Tiaret

Tournesol : des résultats «encourageants»

La campagne de récolte du tournesol a été lancée, dans la wilaya de Tiaret, sur une superficie de 245 hectares, selon le directeur des Services agricoles, Boualem Mekhaneg. M. Mekhaneg a souligné que cette superficie est répartie entre 215 hectares situés dans les unités de production agricole (ex-fermes pilotes) et 130 hectares exploités par des agriculteurs particuliers, sur des parcelles variant entre 2 et 6 hectares.

L'opération se déroule dans de

bonnes conditions, grâce à l'implication des coopératives agricoles, qui ont mis à disposition les équipements nécessaires, notamment les moissonneuses, ainsi que des espaces de stockage pour la récolte, en attendant son transfert vers les unités de transformation, conformément à une convention conclue à cet effet.

Le rendement attendu se situe entre 10 et 12 quintaux par hectare, un résultat jugé encourageant, compte tenu du caractère récent de

cette culture dans la région, et de l'usage de l'irrigation totale, selon la même source. Par ailleurs, la récolte du colza oléagineux (canola) a permis de produire 1.609 quintaux sur 365 hectares, soit un rendement moyen de 12 qx/ha. Ces récoltes ont été déposées auprès des coopératives des céréales et des légumes secs, avant d'être acheminées vers les unités de transformation pour être converties en huiles alimentaires, a ajouté M. Mekhaneg.

Naâma

Une caravane pour la prévention du cancer

L'établissement public hospitalier spécialisé en gynécologie-obstétrique, pédiatrie et chirurgie infantile Frères-Rahmani de Mecheria, a lancé, jeudi, une campagne de sensibilisation pour le dépistage précoce et la prévention du cancer du sein et du col de l'utérus, dans le cadre du mois Octobre rose, ont indiqué les organisateurs.

Le directeur de l'établissement, Aboubakr Meknafi, a indiqué qu'un programme spécifique a été mis en place pour renforcer la sensibilisation des femmes à l'importance du dépistage précoce du cancer du sein, à travers le lancement

d'une caravane médicale de sensibilisation qui parcourra les zones enclavées, en partant de la daïra de Mekmen Benamar, ainsi que les zones de nomades et les villages de Abdelmoula, Sidi Belkacem et El Gaaloul dans la commune de Kasdir.

La caravane est composée d'une équipe médicale, de sages-femmes, ainsi que de membres du Croissant-Rouge algérien et d'associations, pour informer les femmes âgées de 40 à 69 ans sur les premiers signes de la maladie.

A cette occasion, les participantes apprendront la méthode d'auto-exa-

men du sein et bénéficieront également de consultations médicales. Les cas suspects seront orientés vers le service d'imagerie médicale de l'établissement Frères-Rahmani pour effectuer une mammographie.

Le programme de cette initiative, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'octobre, prévoit aussi un accompagnement psychologique pour les femmes atteintes de cancer du sein et du col de l'utérus, l'implication de femmes guéries de la maladie dans la sensibilisation des femmes rurales, et la distribution de brochures et l'affichage de posters informatifs.

Beni-Abbès

Un autre défi majeur pour le secteur minier

La nécessité de renforcer les travaux liés aux infrastructures géologiques et d'enrichir la base de données sur les ressources minières afin de soutenir le développement actuel des grands projets dans le secteur minier, a été soulignée à Beni-Abbès par la directrice générale des mines au ministère des Hydrocarbures et des Mines, Nadjiba Bourenane.

Ceci nous permettra de mieux préparer les activités de recherche et de prospection minières à travers le territoire national, a affirmé la même responsable, en marge des travaux d'un atelier national intitulé : «La géologie algérienne: bilan, défis et perspectives», organisé par l'Agence du Service géologique de l'Algérie (ASGA), en collaboration avec les autorités de la wilaya de Beni Abbès.

La mise en œuvre aussi de technologies modernes pour la découverte de substances minérales à forte valeur ajoutée, notamment celles indispensables à la transition énergétique à l'image du lithium et des terres rares, ainsi que les minerais utilisés dans des industries stratégiques telles que le fer et le manganèse essentiels à la sidérurgie, ou encore le phosphate et ses dérivés pour la fabrication de tous types d'engrais, représente un autre défi majeur pour le secteur minier, a-t-elle indiqué.

Ces actions s'inscrivent

dans le cadre des orientations définies par les hautes autorités du pays, visant à exploiter de manière durable les ressources minières nationales tout en soutenant leur transformation au sein de l'industrie locale, a expliqué Mme Bourenane, ajoutant que l'objectif est de générer de la valeur ajoutée sur le plan local avant l'exportation à l'international.

Pour renforcer le potentiel national dans le secteur des ressources minières, il est essentiel d'intensifier aussi les efforts dans le domaine de la formation en géologie et mines, a-t-elle affirmé.

L'atelier national sur la géologie - qui se poursuivra jusqu'à lundi à Beni-Abbès et auquel prennent part divers acteurs tels que des cadres du ministère des représentants de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), et celle du Service géologique de l'Algérie (ASGA), des représentants du groupe minier public Sonarem, ainsi que des universitaires, professeurs, chercheurs et experts en géologie et mines venant de toutes les régions du pays - a pour ambition de renforcer la collaboration entre le secteur des mines et la recherche scientifique afin de développer conjointement des projets stratégiques, selon la même responsable.

Mascara

La production de céréales en hausse

La wilaya de Mascara a enregistré une production de plus de 170.600 quintaux de différentes variétés de céréales au cours de la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2024-2025, selon le directeur par intérim des services agricoles, Benaoumer Salem.

M. Salem a souligné à l'APS que la production céréalière de cette campagne, achevée début septembre, a connu une hausse significative par rapport à la saison précédente, qui avait enregistré plus de 137.000 quintaux. Cette augmentation est notamment due à l'élargissement des superficies irriguées, estimées à plus de 12.000 hectares au cours de la saison écoulée.

Le rendement moyen a dépassé 10 quintaux par hectare, avec une superficie totale exploitée de plus de 12.500 hectares pour l'ensemble des variétés de céréales.

La production se répartit en plus de 127.200 quintaux de blé dur, plus de 26.000

quintaux de blé tendre et 17.270 quintaux d'orge.

L'ensemble de cette production a été réceptionné par les unités de stockage de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), selon la même source.

Pour rappel, les célébrations de la Journée nationale de vulgarisation agricole, organisées à la ferme pilote expérimentale de l'Université «Mustapha Stambouli» de Mascara et supervisées par le wali, Fouad Aïssi, ont été marquées par des expositions mettant en avant les potentialités de la wilaya dans les domaines de la production de légumes, de fruits et de l'industrie agroalimentaire.

A cette occasion, des produits issus de plusieurs exploitations agricoles ont été présentés, en plus de stands dédiés aux missions du Fonds national de coopération agricole, ainsi qu'aux établissements partenaires du secteur, telles que la chambre d'agriculture et les agences bancaires.

Equipe nationale Objectif atteint, cap sur le renouveau !

M. Zeggai

Ça y est, c'est fait ! L'équipe nationale a officiellement validé son billet pour la prochaine Coupe du monde. L'objectif assigné a été atteint avec brio. Désormais, une nouvelle page s'ouvre : celle du rajeunissement et de la reconstruction de l'EN. Insuffler un sang neuf devient une nécessité pour assurer la continuité et préparer l'avenir. Comme on le dit souvent "le plus difficile n'est pas d'accéder au sommet, mais d'y rester". Dans cette optique, le coach national est désormais appelé à opérer les changements qui s'imposent en tenant compte des réalités de l'effectif et des ambitions fixées. Le rajeunissement doit donner une nouvelle dimension à l'équipe nationale, en misant sur la complémentarité du groupe et la cohérence du projet de jeu. En l'absence de pression étant donné que les objectifs ont été atteints, le sélectionneur national peut lancer l'opération rajeunissement en toute tranquillité pour bâtir une formation capable de durer au sommet. Pour également et surtout faire bonne figure lors de la prochaine Coupe d'Afrique des nations. C'est du moins le souhait de tout le public algérien. En défense, la révélation de ce match a été la découverte de Belghali qui semble bien pour relancer la concurrence à droite. Dans l'entrejeu, le retour à la compétition de Benacer constitue une solution



supplémentaire pour diversifier les options tactiques.

Aux avant-postes aussi, une réorganisation s'impose. Certains cadres semblent arriver au terme de leur cycle et ne peuvent rien donner. Il devient donc impératif d'apporter plus de percussivité, de force offensive et d'efficacité. Le haut niveau l'exige, et la réalité du terrain le confirme. A cet effet, le staff technique national établira le bilan des éliminatoires pour avoir une idée précise des postes à renforcer et des profils recherchés.

La tâche ne sera pas aisée, mais l'heure est venue d'entamer la phase de reconstruction pour aborder les prochaines échéances avec confiance et ambition.

Là, plusieurs jeunes joueurs frappent à la porte. Ces jeunes talents, porteurs d'un fort potentiel créatif, méritent d'être intégrés progressivement afin de démontrer leurs qualités et

leur capacité à s'imprégner du collectif. Les deux prochaines compétitions, la CAN et le Mondial, s'annoncent exigeantes et nécessitent un effectif frais, dynamique et compétitif. Les Bouanani, Hadj Moussa, Maza, Chiakha, Abdelli, pour ne citer que ceux-là, méritent un temps de jeu assez conséquent pour évaluer leur forme. Le seul problème qui pourrait constituer un handicap reste le temps de jeu de ces éléments dans leurs clubs respectifs. Le prochain match contre l'Ouganda s'avère comme une belle opportunité, comme l'a déclaré Vladimir Petkovic, lui-même, pour donner la chance aux nouveaux mais il est fort possible qu'il ne chamboulera pas totalement son équipe. Le coach tient à terminer ces éliminatoires en apothéose en offrant une dernière victoire au merveilleux public de Tizi Ouzou qui attend avec impatience cette confrontation.

Qualification de l'Algérie au Mondial 2026 Les félicitations du président de la FIFA

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a adressé ses félicitations au président de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, suite à la qualification de l'équipe nationale pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Dans une lettre officielle envoyée avant hier, le président de la FIFA a salué la performance de la sélection nationale, devenue la quatrième sélection africaine à vali-

der son billet pour la phase finale qui se tiendra aux États-Unis, au Canada et au Mexique : "Au nom de toute la communauté du football, nous tenons à vous féliciter pour cette qualification méritée pour votre cinquième coupe du monde de la FIFA", a écrit le patron de la FIFA. La lettre souligne également le caractère collectif de cette réussite : "Cette remarquable réussite témoigne des efforts collectifs et de la détermina-

tion sans faille de toutes les personnes impliquées. Nos sincères félicitations vont aux joueurs, à l'entraîneur, à l'ensemble du personnel, à la direction, et bien sûr, aux fervents supporters. " Cette reconnaissance internationale vient récompenser le travail accompli par les Verts tout au long des éliminatoires et renforce l'élan populaire autour de l'équipe nationale à quelques mois du grand événement planétaire.

2è match amical contre la Palestine Ghezala (MCA) quitte le stage

La sélection nationale A' poursuit sa préparation en vue de son deuxième match amical face à son homologue palestinienne, prévu demain (18h 00) au stade 19 mai 1956 à Annaba. Après leur large succès (3-0) face à la sélection palestinienne, lors de la première rencontre amicale disputée à Annaba, les Verts poursuivent leur stage prévu du 6 au 14 octobre, dans le cadre de

la préparation de la Coupe arabe de la FIFA 2025 prévue au Qatar du 1er au 18 décembre prochain. Pour la journée d'avant-hier, le staff technique a programmé trois séances distinctes : une première en salle dans la matinée pour un groupe de joueurs, suivie d'un travail en salle et en piscine pour les titulaires de la veille dans l'après-midi. Le reste du groupe a pris part, en soirée,

à une séance d'entraînement ordinaire sur le terrain annexe du stade du 19 Mai 1956. Par ailleurs, le défenseur central, Ghezala, a été libéré du stage par le sélectionneur national, Madjid Bougherra, pour des raisons familiales. Pour rappel, la sélection algérienne (tenante du titre) est directement qualifiée pour la phase finale de la prochaine Coupe arabe Fifa 2025.

Quand Petkovic encense Mahrez

Lors de la victoire 3-0 de l'équipe nationale sur la Somalie, synonyme de qualification pour la Coupe du monde 2026, Riyad Mahrez a brillé et adressé un message clair à ses détracteurs, confirmant son rôle central dans l'équipe. Mahrez a signé une performance éclatante, inscrivant un but et délivrant deux passes décisives pour Amoura. Actif sur son aile droite, il a servi ses coéquipiers avec précision, mettant fin à une disette de près d'un an par une superbe demi-volée. Sa technique, son intelligence de jeu et sa capacité à créer des occasions ont illuminé la rencontre, offrant une réponse directe à ceux qui doutaient de sa forme et de son influence dans l'EN. Même s'il est moins régulier, Mahrez reste un moteur incontestable pour les Verts.

Le sélectionneur Vladi-



mir Petkovic n'a pas tari d'éloges sur son capitaine : "Mahrez n'avait pas besoin de mon soutien.

Nous avons tous vu son calme, sa présence et son intelligence sur le terrain. Il a répondu aux critiques de la meilleure façon possible. Mahrez est habitué à la pression, c'est un joueur de très haut niveau." Interrogé après le match sur son avenir et la possibilité que ce Mondial soit son dernier, Mahrez a répondu : "Ça sera le dernier. Je ne suis pas Ronaldo", en référence à la longévité

exceptionnelle du Portugais (40 ans). À 34 ans, le capitaine algérien reste un leader technique et moral pour ses coéquipiers, et son rôle pourrait évoluer vers un passage de relais après la Coupe du monde 2026. Sa prestation face à la Somalie montre qu'il est toujours capable de faire la différence et d'inspirer les Verts, notamment en vue de la CAN au Maroc, qui débute dans deux mois et pour lesquels les supporters ont réclamé un objectif limpide : le trophée.

GC Mascara - Devant le refus du nouveau coach de rejoindre le stage Le directoire sollicite Mohamed Henkouche

M. Zeggai

Que se passe-t-il au Galia de Mascara ? Selon nos informations, le nouvel entraîneur, Driss Ghimouz, aurait refusé de rejoindre l'équipe, actuellement en stage bloqué de quatre jours. La raison de ce refus serait d'ordre financier : le coach en question exige, avant toute signature officielle de contrat et prise de fonction, le versement de son dû. Pris de court, le responsable du directoire du GCM a immédiatement sollicité Mohamed Henkouche, le directeur technique sportif, pour assurer la préparation de l'équipe en vue de son prochain match de championnat contre l'ESM

Kolée. Plusieurs questions demeurent sans réponse. Qui a été réellement à l'origine de la venue de Driss Ghimouz ? Comment se sont déroulées les négociations ? Sur quelle base a-t-on décidé de lui confier l'équipe ? Et surtout qui a mené ces discussions ?

Le flou qui entoure cette affaire vient s'ajouter à une situation sportive déjà catastrophique. Avec zéro point en quatre matches joués et aucun but inscrit, le GCM semble au bord de l'implosion et la menace d'une rétrogradation plane plus que jamais. Face à cette dérive, les autorités locales sont désormais interpellées pour éviter le naufrage d'un club historique qui tra-

verse l'une des périodes les plus sombres de son existence. La mise à l'écart de certains membres de l'Assemblée générale et ceux qui gravitent autour du club s'avère comme la seule et unique solution pour mettre fin à cette confusion.

Comme un malheur ne vient jamais seul, on vient d'apprendre que quatre joueurs ont été écartés du groupe par le directoire en raison de leur refus de rejoindre le lieu du stage.

Selon notre source, il s'agit de Lebid, Mohamedi, Ferroudj et Hammadouche. En somme, le Galia de Mascara est au bord de l'asphyxie devant le mutisme de ceux qui ont été à l'origine de ce désastre.

MB Rouissat Signature d'une convention de sponsoring avec l'ENSP

Une convention de sponsoring a été signée, avant hier à Ouargla, entre l'Entreprise nationale des services aux puits (ENSP) et le MB Rouissat, nouveau promu en championnat de Ligue 1. Cet accord a été paraphé par le président directeur général de l'ENSP, Abdelkader Attab et le président du MB Rouissat, Mohamed Larouci Bensaci, lors d'une cérémonie, qui s'est déroulée en présence des cadres de l'entreprise, des dirigeants du club ainsi que des responsables locaux du secteur de la jeunesse et des sports. En vertu de cette convention, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives de la

direction générale du Groupe Sonatrach, le club bénéficiera d'un montant estimé à 30 milliards de centimes, qui sera versé de manière échelonnée, a précisé le PDG de l'ENSP, en marge de la cérémonie. Et d'ajouter que le club bénéficierait également d'une prime supplémentaire de 500 millions de DA s'il décrochait l'une des quatre premières places du championnat. Cette initiative vise à soutenir cette équipe émergente et le mouvement sportif particulièrement dans le Sud du pays, a-t-il souligné. Le groupe Sonatrach, à travers l'ENSP, poursuit ses efforts pour accompagner le secteur de la jeunesse et des

sports, conformément à la politique générale de l'Etat algérien, a-t-il déclaré. De son côté, le président du MBR a salué cet accord, signalant qu'il récompensait les belles performances réalisées par l'équipe. Il a, à cette occasion, rendu hommage au soutien de l'Etat, et notamment du président de la République, «qui veille sur la jeunesse et œuvre au développement du mouvement sportif», a-t-il dit. Cette initiative, a-t-il poursuivi, couronne des négociations avec les parties concernées, tout en exprimant le souhait que cet accord de sponsoring évolue vers un partenariat de collaboration avec le club à l'avenir.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEM
095515049000156

N.F :

DAIRA DE REMCHI
COMMUNE DE REMCHI

L'Appel D'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 08/2025

Monsieur: Le Président De l'Assemblée Populaire Communale de REMCHI lance un avis D'appel D'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 08/2025 conformément à l'article 44 du décret présidentiel N° 15- 247 et l'article 39 de loi N°12-23 en date du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics pour la réalisation de projet:

* Aménagement Urbain et revêtement en béton bitumineux au village Bourouaha Abdelssalam

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés n° 02- contre paiement d'un montant de 4.000,00 DA- lors des jours et horaires de travail.

Conditions d'éligibilité : Selon l'article 04 du cahier des charges

Les offres devront parvenir à Monsieur: Le Président De l'Assemblée Populaire Communale de REMCHI dans un délai de 10 jours à compter de la première parution de cet avis dans l'un des quotidiens nationaux ou régionaux et BOMOP ou des presses électronique, sous enveloppe principale anonyme portant la mention : « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – L'Appel D'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 08/2025 : Aménagement Urbain et revêtement en béton bitumineux au village Bourouaha Abdelssalam
Cet enveloppe principale contiendra 03 plis : Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, ainsi que la mention « Dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière »

Les offres doivent être accompagnées par les pièces suivantes

A- LE DOSSIER DE CANDIDATURE

- une déclaration de candidature
- une déclaration de probité
- les statuts pour les sociétés + Copie d'attestation de dépôt légal des comptes sociaux
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Copie du certificat de qualification professionnelle - (activité principale) dans le domaine travaux public Catégorie 04 et plus
- Copie d'attestation de mise à jour (CNASAT, CASNOS, CACOBATPH)
- Copie d'Attestation d'affiliation CNAS du personnel exigé, indiquant l'employeur
- Copie les références professionnelles (les attestations de bonne exécution des travaux similaire)
- Copie du registre de commerce électronique
- Copie de casier judiciaire datant de moins de 03 mois
- Copie de la carte fiscale
- Plan de charge signé et cacheté
- Copie de la fiche de moralité fiscale
- Copies des bilans annuels des trois dernières années et les références bancaires
- Liste du matériel avec justification (justification de la propriété ou cartes grises + assurance)
- Copie de l'extrait de rôle de moins de 03 mois

B- OFFRE TECHNIQUE :

- une déclaration à souscrire
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- Un mémoire technique justificatif
- Planning des travaux et de réalisation signé et cacheté

C- OFFRE FINANCIERE :

- La lettre de soumission + Détail quantitatif et estimatif + bordereau des prix + Un rabais éventuel du soumissionnaire dans une enveloppe fermée et a part
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours ainsi que la durée de préparation des offres à compter du dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres.
- Cet avis tient lieu de convocation des soumissionnaires pour prendre part à la réunion d'ouverture des plis qui se tiendra le dernier jour ouvrable à la date de dépôt des offres de 08.00 à 13.30 h et l'ouverture des plis le même jour à (14.00 h). Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

REMCHI Le 08/10/2025
LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531013391

Le Quotidien d'Oran 12/10/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire
وزارة الصحة

Ministère de la Santé

المركز الاستشفائي الجامعي الدكتور عبد القادر حماني

Centre Hospitalo – Universitaire Dr Abdelkader HASSANI

سيدي بلعباس

Sidi Bel Abbes

La Direction Générale

المديرية العامة

Avis d'Attribution Provisoire des Marchés

N° d'identification fiscale du contractant : 40801600002204100001

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Suite à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 01/2025 relatif à l'Approvisionnement en Gaz médicaux pour C.H.U de Sidi Bel Abbès durant l'année 2025, paru dans le BOMOP et les quotidiens nationaux:

- 03 février 2025 (Le quotidien d'Oran).

- 03 février 2025 (الجزائر).

- Suite à l'Avis d'attribution Provisoire des marchés, paru dans le BOMOP et les quotidiens nationaux:

- 17 mars 2025 (Le quotidien d'Oran).

- 17 mars 2025 (الجزائر).

- Suite à l'Avis de recours fondé de la commission sectorielle des marchés -Ministère de la Santé- N° 52/2025, en date du 27/04/2025.

- Suite à l'Avis d'annulation Provisoire des marchés, paru dans le BOMOP et les quotidiens nationaux:

- 15 mai 2025 (quotidien d'Oran).

- 15 mai 2025 (الجزائر).

Après la continuation d'analyse et évaluation des offres techniques et financières, il a été attribué les marchés provisoirement aux fournisseurs suivants :

N°	Lot N°	Soumissionnaires	Numéro d'Identification Fiscal	Note Technique	Montant Min (DA)	Montant Max (DA)
1	GAZ MEDICAUX	RAYANOX Sarl	001131011239513	100 Pts	24.683.955.80	30.997.881.60

- Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours dans les dix (10) jours qui suivent la première parution du présent avis dans la presse ou le BOMOP, auprès de la commission des marchés sectorielle du Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière (Article 82) du décret sus visé.

- Les soumissionnaires non attributaire de marché sont invités auprès du service contractant pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières au plus tard trois (03) jours à compter de la première publication de la présente attribution provisoire du marchés dans la presse nationale ou le BOMOP.

Le Directeur Général

ANEP N° 2531013422

Le Quotidien d'Oran 12/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE MASCARA

Etablissement Public De Santé De Proximité D'oued El Abtal

AVIS DE RECRUTEMENT

L'établissement public de santé de proximité d'Oued El Abtal recrute :2025

N°	Postes ouverts	Nombre de postes	Mode de recrutement
01	Médecin Généraliste de santé publique parmi les candidats(es) titulaires du diplôme de Doctorat en médecine.	05	Concours sur titre

Dossier à Fournir:

- Formulaire à remplir par le candidat
- Une demande Manuscrite.
- Une copie certifiée conforme du diplôme.
- Une copie de la carte d'identité nationale.
- Relevé de note de toutes les années.
- Une photo.
- Une Attestation de travail le cas échéant
- Une Attestation de position vis-à-vis du service national

Le dossier est à déposer à la direction de l'établissement public de santé de Proximité d'Oued El Abtal, sise à Tighennif rue Mérine laid.

Dans un délai de 15 jours ouvrable à compter de la première Parution du présent avis.

- Tout dossier incomplet ou n'ayant pas été déposé dans les délais prescrits ne sera pas Pris en Considération.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531013411

Le Quotidien d'Oran 12/10/2025

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

APARTEMENTS

■ Cherche pour ses clients sérieux des appartements location F2/F3/F4/F5 à Oran et environs contacter : cabinet immobilier Victoria 4 rue Mohamed Khemisti Oran – Tél : 041.36.16.43 / 0551.96.22.44

■ A vendre appart 2F4 Choupot Oran 1^{er} et 3^{ème} étage, 142 m², dans une résidence neuve avec parking et ascenseur – Tél : 0770.51.20.55

■ V/loue/éch à Tialet c/v c/simila Oran F6 act 03 faç e/o/sud cour comm 3000 m² dans cité clôt par 04 bt proximité de : commo : police + ptt + hammam + école + CEM + univ + superette + bus 02 sans vers centre-ville. Tél : 0557.74.60.91/0558.295.769

■ A vendre immeuble 3 étages sur 401 m² sur gd Bd entrée station d'essence HLM et rond-point Morchid Seddikia idéal pour construire immeuble de 9 étages – tél : 0549.07.59.25

VILLAS

■ A vendre villa El Kerma Oran, garage, superficie 200 m² - Tél : 0553.05.16.02

■ A vendre villa 224 m² double façade R+1, 2 entrées (porte d'entrée et garage). RDC : cuis, 1 P, sal, WC et SDB. 1^{er} : 4 P, SDB et WC, terrasse avec buanderie à Cité Djamel à côté TLS Oran - 0770.51.20.55

■ Urgent : A vendre villa actée 226 m² 2F C/V Terga 45 min Oran 1,4 Nég + A louer appart Canastel 3^e étage 4,5U/mois 10 mois à l'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

■ Vends maison maître 300m², 16 m faç, R+1 actée + L/F 150 m², reste dalle, composée 2 pces, 1 gd sal, gde cuis, gde cour avec 1 P, douche, WC + à côté petite cuis + 2 P, garage à l'entrée de Hassi Bounif/Oran - 0696.04.93.23 / 0697.65.78.39

LOCAUX

■ A louer local 10 m² à Haï Chouhada Oran - 0770.18.70.06 / 0771.50.19.64

■ Loue à Tialet C/V sur princi Bd cafétéria 02 faç avec mat complet face univ + CEM + prim + lycée + univ neuf en activité + terrasse + Poss loue F2 dans villa atte cafétéria + entrée individuelle. Tél Mob : 0557.74.60.91/ 0558.295.769

DIVERS

■ Licence de taxi à louer à Oran pour 1 ou 2 années, paiement direct N° Tél : 0665.70.60.08

■ A louer licence à café secteur Bir el Djir Belgaid Tél : 0555.82.89.92 / 0661.77.10.03

2

20.05 Sur les chemins noirs



Pierre Girard, écrivain voyageur, le visage barré par une cicatrice, entreprend péniblement une ascension, aidé de deux bâtons de marche. L'homme se souvient de ce qui l'a amené là. Ecrivain à succès, il a chuté d'un appartement après une soirée trop arrosée, le laissant d'abord dans le coma, puis lourdement blessé et soumis à une importante rééducation. C'est pour se remettre de cette chute et des dégâts qu'elle a causés, que Pierre, contre l'avis de son éditeur et ami, a entrepris cette traversée de la France à pied, afin de se ressourcer dans une nature qu'il aime tant.

11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.20 13h15, le dimanche
14.10 Affaires sensibles
15.05 Un dimanche à la campagne
17.05 Les enfants de la télé



19.00 Journal
19.30 20h30 le dimanche

3

20.10 Brokenwood



Saison 10 - Episode 6

L'effervescence gagne Brokenwood à l'approche d'un spectacle théâtral amateur consacré à la naissance du Christ, programmé dans l'enceinte de l'église locale. Les habitants participent à l'événement avec ferveur. Cette atmosphère festive bascule brutalement dans l'horreur : une relique d'une valeur considérable disparaît des lieux sacrés tandis que le comédien sélectionné pour le rôle de Jésus perd la vie dans des conditions mystérieuses.

10.10 Dimanche en politique dans votre région
10.40 Dimanche en politique
11.55 ICI dans votre région
12.35 Vivement dimanche
14.00 Paris-Tours
16.25 Le jeu des 1000 euros
17.05 Questions pour un champion
17.55 Le journal des talents
18.15 ICI 19/20
18.53 Programme court
19.05 Stade 2

4

20.00 Tout va très bien !



Tom et son épouse attendent avec impatience la visite de la directrice de l'Agence nationale anglaise d'adoption. Pour eux, c'est l'espoir de voir enfin se concrétiser leur rêve de devenir parents. Mais la journée prend une tournure agitée : les deux frères de Tom, Dick et Harry, débarquent et sèment le désordre, un policier rôde sans cesse autour de la maison, deux réfugiés clandestins cherchent à se cacher, et un passeur russe complotte encore la situation.

21.45 Les Faux British

09.00 Bluey
10.45 Mission info
10.55 Manger, bouger, dormir
11.04 Les Croods (Pré)histoires de famille
12.25 Un jour, une question
15.30 Fort Boyard
17.40 Le jugement de Rouge et Blanche
17.50 Okoo-koo
18.20 Mika philharmonique aux Chorégies d'Orange
19.55 Consomag

5

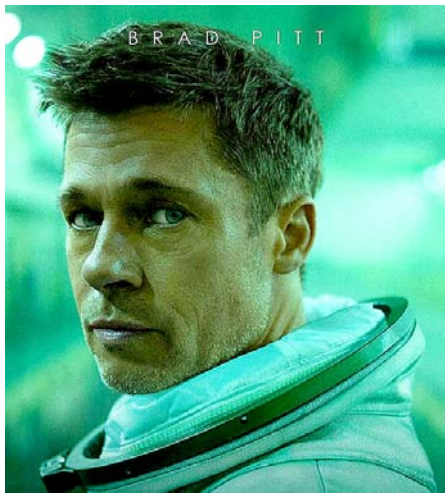
arte

TMC

08.10 Yétili
08.20 La p'tite librairie
08.25 Silence, ça pousse !
09.20 Echappées belles
11.00 Outremer.story
11.30 C à vous
13.40 Lily et Lily
15.26 Imprévus
17.30 En société
19.00 C politique
20.00 C'est bon à savoir
20.05 La fabrique du mensonge
21.45 Henry Ford, l'inventeur du siècle américain
22.45 A vous de voir

08.30 Dans le sud de la Toscane : De San Gimignano à la Maremma
09.15 Les délices d'Emilie-Romagne
09.45 L'archipel d'Hawaï
12.00 Quand l'histoire fait dates
16.25 Des animaux et des arbres
17.10 Concert de l'Opéra de Vienne : Parc du Burggarten
18.45 Arte journal
19.05 Camille Claudel, sculpteur pour exister
21.55 Kate Winslet, résolument actrice
22.45 Hotel Metamorphosis : Festival de Salzbourg 2025

08.15 Le bétisier de l'été
11.33 Petits plats en équilibre
11.35 Animaux à adopter
19.00 Les mystères de l'amour
20.15 Esprits criminels : Dernier rendez-vous



CINE + FRISSON 19.50

AD ASTRA

Acteur: Brad Pitt, Liv Tyler, Ruth Negga, Tommy Lee Jones, Donald...

Dans un futur proche, l'astronaute Roy McBride (Brad Pitt) se retrouve confronté à une situation catastrophique lorsqu'une série de défaillances sur une antenne spatiale le plonge dans une chute vertigineuse, provoquée par des gerbes de rayons cosmiques émanant de Neptune. Le lendemain, il reçoit des nouvelles troublantes : son père, Clifford McBride (Tommy Lee Jones), disparu depuis 16 ans après avoir dirigé le projet Lima, pourrait être vivant et responsable de ces événements cataclysmiques. Le projet Lima visait à explorer les confins du système solaire à la recherche d'une forme...



CANAL+ CINEMA 20.00

LA PIE VOLEUSE

Acteur: Ariane Ascaride, Jean-Pierre Darroussin, Gérard Meylan,...

À Marseille, Maria (Ariane Ascaride), une sexagénaire au grand cœur, consacre sa vie à aider des personnes âgées en situation de dépendance en tant qu'auxiliaire de vie. Sa routine quotidienne est assombrie par les difficultés financières de son ménage. Son mari, Bruno (Jean-Pierre Darroussin), dont les années de travail au noir se soldent par une pension dérisoire, gaspille généralement son argent au jeu, plongeant le couple dans une spirale d'endettement.



CINE + PREMIER 19.50

LA PETITE VADROUILLE

Acteur: Sandrine Kiberlain, Daniel Auteuil, Denis Podalydès,...

À l'issue d'une conférence professionnelle, Franck (Daniel Auteuil), un chef d'entreprise aux ambitions romantiques, demande à son bras droit Justine (Sandrine Kiberlain) d'organiser un week-end spécial avec une femme qu'il connaît à peine. En lui confiant une somme d'argent généreuse et une liberté totale pour les préparatifs, il lui laisse le soin de rendre cette escapade inoubliable. Justine, excitée par cette mission, en parle immédiatement à son compagnon Albin (Denis Podalydès).

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Retribution



10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
12.00 JT 13h
12.40 Reportages découverte



15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit
18.50 Les nouveaux modèles
19.00 JT 20h
19.45 TF1, rendez-vous sport

Matt Turner (Liam Neeson) est un homme d'affaires méthodique et expérimenté. Alors qu'il traverse Berlin dans le calme apparent de sa voiture, sa routine bascule brutalement lorsqu'il découvre qu'une bombe a été dissimulée sous son siège. Le compte à rebours est lancé, et chaque seconde devient une épreuve insoutenable. Le mystérieux poseur de bombe, une voix froide et calculatrice à l'autre bout du fil, ne tarde pas à entrer en contact avec lui. Ses instructions sont claires, précises et sans appel...

21.55 Reminiscence

6

20.10 Zone interdite



09.25 Turbo
11.45 Le 12.45
12.25 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes



18.45 Le 19.45
19.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
19.40 E=M6

C'est une première en France : deux prisons ultra-sécurisées ont vu le jour à Condé-sur-Sarthe (Orme) et Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) pour enfermer les 200 narcotrafiquants les plus dangereux, dont Mohamed Amra. Discipline de fer, parloirs sous surveillance, fouilles quotidiennes : tout est pensé pour briser leur emprise. Les journalistes ont suivi la mise en place de ce dispositif. Ils ont notamment rencontré Vincent Vermet et Marc Ginguéné, les directeurs des établissements confrontés au recrutement de...

22.10 Enquête exclusive

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14 Toulouse / Bordeaux-Bègles



09.01 Vents et baguettes
11.10 Un petit Clique en +
11.44 En aparté
13.51 Loris Giuliani en balade
14.41 L'odyssée du Top 14
16.40 Rugby : Elite 1 féminine
18.40 Canal Rugby Club



Défaits pour la première de la saison sur la pelouse de Montpellier, lors de la 3e journée, Julien Marchand et les Toulousains veulent réagir rapidement. Ce remake des deux dernières finales du Top 14 face aux Girondins, champions d'Europe, arrive au bon moment pour les Hauts-Garonnais qui veulent retrouver les hauteurs du classement. Mathieu Jalibert et les Bordelais auront à cœur de prendre leur revanche sur les hommes d'Ugo Mola qui se sont imposés...

22.24 Saturday Night Live

PLANETE +

TFX

W9

08.15 American Pickers, la brocante made in USA
11.17 Israël 1948: se souvenir ou oublier
13.20 La liste de Vorian Fry
14.38 Le génie des bâtisseurs
16.30 Vikings, les premiers rois
18.24 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Le génie des bâtisseurs
21.49 Notre-Dame de Paris, le chantier du siècle
22.43 L'Europe des merveilles

09.19 Top Info
09.25 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger
12.35 Friends
18.56 Petits plats en équilibre
19.00 Friends
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Stars 80 : la suite



08.10 Génération Hit machine
09.20 HDM . L'hebd de la musique
10.20 Fréquentstar
11.20 100% poker
11.50 Desperate Housewives
15.30 La petite histoire de France
20.10 Les Bodin's en Thaïlande



22.05 Attention au départ !

Poissons 19-02 au 20-03
Vous serez sur la même longueur d'onde que l'étranger aussi bien physiquement que mentalement. Cette journée est donc d'être agréable. C'est la journée idéale mais... !

FLÉCHÉS N° 9394

							HOMME GRAND ET FORT, UN COLOSSE !	
				VEHICULE PAYS D'ASIE				
							DANS COTÉ COUR TABLEAU	
		PART A PART PRONOM ENLEVE						
OBTENUE METTRE LES PIEDS A TERRE								
				AGREABLE, SYMPA OISEAU		ATTACHE MOT D'ARENES		
					AMAS DONNE UN COUP DE DENTS		COMBAT A DEUX NOTE	
BAIN A VAPEUR SAINT POISSONS			ALLEE MILIEU					
					IMPLIQUEES DANS UN VOL ! FROUSSE			COMPRISES INDEFINI BETE ET...BETE !
	FLEUR ICI		GRECQUE PETITE OUVREUSE			LETTRES AU ROI MORT DEPUIS PEU		
		ACCIDENT VASCULAIRE CEREBRAL COEUR DE BOIS			DOUZE HEURES CERIUM			
							CROCHET EMANCIPEE METAL	
					COUPER EN VA-ET-VIENT VOIE			

CROISÉS N° 9394

Verticalement:

- A. Reine à merveille.
B. Dropais.
En somme.
C. Pilote de ligne.
Nature.
D. Trompa.
Nobel 1997.
E. Coupe du monde.
Sterile.
F. L'accent du bédouin.
Maladie du seigle.
G. Dans le vent.
Fleur.
H. Fait sans raison.
Mine défaite.
I. Trimardes.
Faire un procès.
J. Court exemple.
Fêtee comme il se doit.

T	N	E	M	E	L	B	A	T	I	R	E	V	O	A
E	C	N	A	D	N	O	P	S	E	R	R	O	C	S
G	A	R	A	G	E	E	G	A	R	U	O	C	C	A
E	C	N	A	H	C	R	R	E	I	L	O	F	A	C
R	O	M	A	N	E	T	I	N	U	R	R	O	S	R
N	O	P	M	A	T	P	V	A	D	A	D	I	I	E
P	E	U	R	S	E	R	E	N	U	E	J	N	O	L
T	I	P	E	D	T	B	E	D	R	Q	O	O	N	L
N	R	U	U	A	O	R	E	I	D	I	I	S	I	
E	I	O	B	U	I	R	A	E	T	S	I	T	R	A
M	S	L	D	O	U	S	M	A	G	L	A	S	N	V
I	E	O	T	E	S	A	T	P	O	S	T	E	F	A
A	I	C	X	U	I	O	E	L	L	I	M	U	U	R
R	I	I	A	N	N	O	I	T	A	U	Q	E	T	
V	M	F	T	N	E	M	M	O	C	E	Z	N	O	B

FOUILLIS N° 9394

Les 5 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est tout en eau.
- Mon 2e égare.

Mon tout est extra !

1 A	2 G	3 P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

13	7	12	19	15	5		14	7	19
8	5	9	4	1		3	4	3	4
4		4	10	10	5	8	2	5	8
2	1	14	5	5	6		8		19
1	8	1		1	14		5	10	12
9		4	9	12	4	14	6		11
16	4	8	5		17	4	6	14	1
1	8	5		3	1	8	5	9	14
2	7	6	3	5	11		6		4
5	9		5	14	5	6		13	7
	4		8	1		9	5	7	9
5	18	12	4	9	6		10	9	
8	12		3	14		13	1	4	5
8	5	2	11	5	10	5	9	14	5
5	6	6	5	6		11	5	5	

SUDOKU N° 9394

	3				1	8	2	4
	7	2	6					
				8	9			
5	9					7		3
				5	6			8
				3			1	6
	4	5			2		8	9
9		3		1	7			
1		8						2

SUDOKU N° 9394

SUDOKU N°9393

Y	D	E	B	O	U	T	P
R	E	S	I	D	E	N	C
A	L		B	I		T	R
V	I	L	L	E	S		L
I	T		I	U		P	E
S		B	O	X	E	U	R
S	A		T		P		I
A	N	C	H	O	I	S	
N		A	E		C	U	I
T	U	R	Q	U	I	E	
E	N		U	S	E		T
S	E	M	E		R	U	E

E	N	V	O	I	E		N	O	N
N	A	R	C	O	S	E		R	A
C	I		C	N		T	E	N	U
A	R	D	U		M	A	N	E	S
S	O	L	L	I	C	I	T	E	E
E	B	A	T	S		S	A		A
R	I		I	A	C		M	O	B
N		A	S		A	P	E	R	O
E	L	I	M	E	S		S	E	N
R	A	R	E	T	E	S		E	D

4	5	8	1	6	9	7	2	3
6	9	7	4	3	2	5	8	1
1	2	3	7	5	8	6	9	4
8	3	4	5	2	6	1	7	9
7	6	5	9	1	4	2	3	8
9	1	2	8	7	3	4	5	6
3	4	1	2	8	5	9	6	7
5	8	9	6	4	7	3	1	2
2	7	6	3	9	1	8	4	5

FOUILLIS N° 9393:
FANTOME (Fan - Tome)

CODÈS N° 9393

1	L	2	O	3	S	4	R	5	A	6	N
7	E	8	C	9	I	10	T	11	U	12	D
13	V	14	F	15	M	16	G	17		18	
19		20		21		22		23		24	



10 PREFERS



Le Qatar autorisé à construire une installation militaire sur une base aérienne américaine

Les Etats-Unis et le Qatar ont signé un accord pour que Doha puisse construire une installation abritant des avions de combat F-15 et des pilotes sur une base aérienne de l'Idaho, a annoncé vendredi le ministre américain de la Défense Pete Hegseth.

Cette annonce intervient peu après un décret signé par le président Trump promettant de défendre cet Etat du Golfe contre des attaques, dans le sillage des frappes aériennes israéliennes visant le chef du Hamas à Doha.

«Nous signons un accord portant sur la construction d'une installation de l'armée de l'air émiratie sur la base aérienne de Mountain Home dans l'Idaho» (nord-ouest), a déclaré M. Hegseth au Pentagone, aux côtés du ministre qatari de la Défense, Cheikh Saoud bin Abdulrahman Al Thani. La base aérienne de Mountain Home accueille actuellement un escadron d'avions de chasse de Singapour, selon son site internet. La base aérienne d'Al Udeid au Qatar est la plus grande installation militaire de Washington au Moyen-Orient.

Soudan : 60 morts dans une attaque de drones



Une frappe de drone contre un centre de déplacés a fait au moins 60 morts samedi à el-Facher, une ville assiégée du Darfour, dans l'ouest du Soudan, a annoncé une organisation locale.

Selon la Coordination des comités de résistance, un groupe de civils qui coordonne l'aide et documente les exactions du conflit, les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) ont mené une attaque de drone contre le centre de déplacés Dar al-Arqam, situé dans une université.

Des corps sont restés coincés dans des abris souterrains, a déclaré la même source dans un communiqué, faisant état d'un «massacre».

Les paramilitaires ont pris ces dernières semaines le contrôle de nombreux secteurs d'el-Facher, repoussant l'armée dans ses derniers bastions. Après plus d'un an de siège, la ville, qui abrite 400.000 civils pris au piège, manque de presque tout. Les civils affirment que les frappes quotidiennes les obligent à passer la plupart de leur temps sous terre, dans de petits abris de fortune qu'ils creusent.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un autre fiasco du Maroc



Le régime du makhzen n'a toujours pas tiré les leçons des expériences passées et continue d'ignorer la réalité de la place qu'occupe la République sahraouie sur les plans africain et international, en tentant, une nouvelle fois, de semer le trouble autour de la participation de la République sahraouie aux travaux de la Conférence de la jeunesse arabo-africaine, mais ses manœuvres se sont soldées

par un échec cuisant, rapporte l'agence de presse sahraouie (SPS).

Encore une fois, le régime d'occupation marocain s'est retrouvé confronté à la réalité du renforcement de la présence sahraouie dans les fora internationaux.

«La délégation du makhzen s'est vue contrainte de s'asseoir aux côtés de la délégation de la République arabe sahraouie démocratique, dans

une scène illustrant l'isolement du régime marocain et le recul de son influence au sein des milieux arabes et africains», selon la même source.

«Comme à son accoutumée, le Maroc a eu recours à l'argent politique pour tenter de monter certains organisateurs contre la République sahraouie, exploitant ses relations et ses ressources financières dans une tentative de reproduire le scénario de l'an dernier.

Trump relance son offensive commerciale contre la Chine

Donald Trump a violemment relancé vendredi son offensive commerciale contre la Chine, en repréailles contre des restrictions décidées par Pékin dans le secteur très stratégique des terres rares.

Le président américain a annoncé sur son réseau Truth Social que les Etats-Unis frapperaient les marchandises chinoises de droits de douane supplémentaires de 100%, s'ajoutant à ceux déjà en vigueur, à partir du 1er novembre «ou avant».

Le milliardaire républicain, expliquant réagir à une «posture commerciale extraordinairement agressive» adoptée par la deuxième puissance mondiale,

a également indiqué que des restrictions sur l'exportation de «tous les logiciels stratégiques» vers la Chine s'appliqueraient à la même date.

Donald Trump avait déjà déclaré vendredi, toujours sur Truth Social, qu'il n'y avait «plus de raison» valable de rencontrer comme prévu son homologue chinois Xi Jinping dans deux semaines, en raison de l'attitude devenue «très hostile» de la Chine. Le géant asiatique est le premier producteur mondial de terres rares, ces matériaux indispensables aux industriels, et Washington l'accusait déjà d'abuser de cette position dominante.



Reconduction du Premier ministre français



La gauche radicale (France insoumise, LFI), l'extrême droite (Rassemblement national) et le Parti communiste ont immédiatement promis vendredi soir, après la reconduction par Emmanuel Macron du Premier ministre démissionnaire Sébastien Lecornu, de censurer le prochain gouvernement. «Un nouveau bras d'honneur aux Français d'un irresponsable ivre de son pouvoir. La France et son peuple sont humiliés», a écrit le coordinateur de LFI sur X, en précisant que la formation de gauche radicale déposerait «une nouvelle motion de destitution du président» Emmanuel Macron. Les députés du Rassemblement national censureront «immédiatement» le nouveau gouvernement de Sébastien Lecornu, a promis de son côté vendredi soir sur X le chef du parti d'extrême droite Jordan Bardella, dénonçant un «attelage sans aucun avenir».

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PARLEMENTARISME ET CENSURE

Jamais le mot censure n'a eu le vent en poupe comme ces derniers temps. Contrairement aux croyances, le terme n'est pas une mode mais il renvoie à un charivari politique à plusieurs têtes dans une confusion sociale, économique et politique. Il révèle l'usure et l'impossibilité des gouvernances à faire face à des sociétés au creux des vagues de la désespérance.

Le monde changeant en profondeur, les populations ne trouvent plus de réponses à leurs élémentaires préoccupations et les élites politiques demeurent figées dans les classiques alternances forcément inopérantes parce que dopées par les égos.

Les sociétés occidentales sont les premières touchées par le marasme d'une immense déconvenue car elles sont

incapables de s'adapter à la véritable révolution mondiale réclamant à toute la société humaine un virage existentiel à 180 degrés. Il serait presque tentant d'affirmer qu'une nouvelle ère géologique pointe du nez quand on observe les importants événements survenant sans cesse à travers le monde. Les effets de la nature et du climat ne cessent de demander à l'homme d'aujourd'hui de changer sa propre nature.

Or, il apparaît qu'il est incapable d'une telle prouesse et il semble se soumettre à une vulnérabilité gravée dans le marbre.

Après la Grèce, le Portugal, l'Espagne,

l'Italie, et d'autres Etats, des puissances hier autrement mieux loties comme l'Allemagne patinent dans tous les sens sans trouver une issue. Les derniers en date sont la France suivie par le Japon. L'étêtement est consommé faute de trouver des réponses politiques justes pour répondre aux exigences de leurs populations.

On s'accroche aux velléités des arrangements inopérants des alliances qui ont fait leur temps sans vouloir reconnaître que la vieille recette politique ne s'adapte plus au profil que le monde a pris aujourd'hui. A l'image des séismes vécus dans un passé lointain ou proche, les ambitions politiques personnelles pourraient encore inscrire dans l'histoire contemporaine des ravages que le monde a connus.